

CONTRE LA DICTATURE MACRONIENNE



Depuis plusieurs semaines nous suivons de près les mobilisations contre les différentes réformes du gouvernement et leur violente répression par les forces de l'ordre. Celle-ci a connu une ampleur inégalée avec le mouvement des gilets jaunes, battant tous les records en nombre de gardes à vue, de personnes déférées en justice, du nombre de grenades et de balles de défenses tirées, ainsi qu'en nombre de blessé-e-s et de personnes estropiées.

En France, les violences policières sont devenues un problème endémique, depuis la ZAD de Notre-Dame-des-Landes et les mobilisations contre la Loi Travail il y a eu une augmentation des tirs policiers sur l'ensemble du territoire. Ceci est dû en grande partie à la militarisation des forces de l'ordre et l'extension de la légitime défense qu'a mise en place le gouvernement le 1^{er} mars 2017. Cette extension a offert aux policiers le droit de tirer sans jamais être poursuivis, c'est elle qui leur permet aujourd'hui de mutiler et de tabasser des milliers de personnes sans être inquiétés. Et avec les lois qui sont actuellement en train de passer cela ne va faire qu'empirer...

Nous ne condamnons pas ici l'ensemble du corps policier, même si nous n'avons aucune sympathie pour les institutions du maintien de l'ordre. Il existe sans doute certain-e-s flics doté-e-s d'une forme de moralité, hélas nous ne les voyons jamais.

Et s'il-elle-s existent, nous ne pouvons que nous interroger, comment font-il-elle-s pour rester avec tout ce qui est en train de se passer ? Comment peuvent-il-elle-s cautionner une telle violence sur des gens qui ne font que protester contre des dictats économiques et politiques qui les empêchent de vivre décemment ? Comment peuvent-il-elle-s cautionner un régime qui est en train de remettre en cause le droit de manifester ? Où est la justice là-dedans ?

Aujourd'hui nous nous positionnons contre cette radicalisation de la "violence légitime" et ce qu'elle incarne, à savoir la volonté de briser toute forme de révolte et de contestation. Où est la démocratie si plus personne n'a le droit de s'exprimer ? Notre régime n'aura bientôt plus rien à envier à l'Égypte, à laquelle Macron s'amuse à faire la leçon. Manifestant-e-s, journalistes, street-médics, aujourd'hui à Saint-Étienne comme partout en France, tout le monde y passe ! Le simple fait de vouloir relayer des informations ou venir en aide à des blessé-e-s est considéré comme un délit, effarant !

Plus que jamais nous nous positionnons du côté des victimes et des manifestant-e-s, qui militent pour une autre société, pour un monde plus juste, dépourvu d'inégalités économiques et sociales. Nous nous retrouvons dans l'appel de l'Assemblée des Assemblées de Commercy qui se révolte contre « la vie chère, la précarité et la misère » et milite pour une « société solidaire » en rejetant explicitement les idées racistes, homophobes ou encore sexistes de l'extrême droite. Soyons réalistes, exigeons l'impossible : « le droit inconditionnel au logement et à la santé, à l'éducation, des services publics gratuits et pour tous » sans discrimination, ni aucune forme de fascisme !

La dictature en marche ne nous fera pas taire, jamais on ne se mettra au pas. Le pouvoir a peut-être les médias, la police et la loi, mais nous avons notre courage, notre plume et notre bon droit. Soutien à toutes les victimes du régime policier et à tou-te-s les interpellé-e-s ! Il-elle-s ne pourront pas tou-te-s nous arrêter.

Les gueulard-e-s



ST-ÉTIENNE SOUS LES BALLES !



Acte IX, St-Étienne le 12 janvier 2019

Depuis le mois de novembre, un vent de révolte souffle sur notre petite ville. Le mouvement des gilets jaunes a agi comme un détonateur, poussant de plus en plus de monde dans la rue. Ce sont environ 2000 personnes se réunissant à présent chaque samedi ; on y trouve des militants de tout âge, des étudiants, des lycéens, une véritable marée populaire.

Tout a commencé le 1er décembre : ce jour-là, les gilets jaunes s'étaient retrouvés pour une nouvelle manifestation pacifique qui s'est terminée devant Centre Deux, où les attendait un cordon de CRS. Ce jour-là, ils ont refusé de bouger et se sont reçus leurs premiers jets de lacrymo. Les forces de l'ordre ont gazé tout le monde sans distinction, hommes, femmes, enfants, personnes âgées, gilets jaunes ou passants, tout le monde en a pris plein la gueule. C'est à partir de ce moment-là que les choses ont commencé à dégénérer, les manifestants ont répliqué avec ce qui leur tombait sous la main et se sont retrouvés à essuyer des tirs de flash-ball. Une nuit d'émeutes à laquelle personne ne s'attendait et qui aura été marquée par des violences inédites, comme l'atteste le témoignage ci-dessous...

« Je me suis mis à l'abri dans un hall d'entrée d'immeuble gentiment ouvert par ses habitants pour les blessé(e)s et infirmier(e)s des gilets jaunes, quand j'ai vu entrer dans ce hall assez moderne, et à travers ses portes vitrées, l'énorme et violente charge de CRS qui partait de Centre-Deux pour arriver devant l'Université Jean-Monnet. De l'intérieur, on a vu des copains et copines de lutte se faire tabasser à coups de matraque, se faire exploser la tête contre les vitres, le sol... A l'intérieur une consigne : ne pas paniquer et se cacher le visage. Une fois les manifestants tabassés, immobilisés au sol ou en train de courir, les CRS ont commencé à taper à la porte pour nous demander d'ouvrir le hall. Un CRS se permet alors même de nous faire un signe de mort avec sa matraque. Panique dans le hall, les blessé(e)s à terre essayent de se relever difficilement, une jeune femme s'écroule en pleurant, terrorisée, dans ce qui paraît être une crise de nerfs. Les CRS utilisent, il me semble, un bélier pour ouvrir, puis entrent en matraquant tout le monde, même ceux encore à terre.

pour accélérer le rythme... Quand nous courons vers le reste du cortège il nous arrive de croiser un coup de matraque par-ci par-là, un vrai rodéo. Mais pendant cette course, dans notre dos un policier nous tire dessus au flashball. J'étais touché, je me suis écroulé. Puis un CRS est arrivé et je me suis remis à courir. » (Anonyme)

Les manifestants se sont dispersés, certains se sont alors livrés à des exactions en brûlant des poubelles, en brisant des abris-bus ou en pillant des magasins, sous la harangue de "Ce soir, c'est Macron qui paye !" ou "Black Friday". Ce jour-là, la journée s'est finie assez calmement, néanmoins plusieurs arrestations ont été recensées les jours suivants.

Ce sont les lycéens qui sont ensuite entrés dans la danse. Le vent de révolte s'est répandu touchant progressivement Claude Lebois, Mimard, Honoré d'Urfé, Fauriel et Simone Weil. Dans leur ligne de mire Parcoursup, mais aussi les inégalités socio-économiques critiquées par les gilets jaunes, auxquelles s'ajoutaient d'autres motifs de contestation comme les discriminations en tout genre, le mépris du gouvernement, etc.

Dès le début, les lycéens se sont retrouvés en confrontation avec les forces de l'ordre pour de simples feux de poubelles. Au fil des jours, ils sont devenus de plus en plus nombreux et leurs manifestations ont pris les allures de guérillas urbaines. Un combat inégal, les forces de l'ordre répliquent à leurs pétards et leurs jets de cailloux par des charges, des lancers de grenades lacrymogènes et des tirs de flash-ball. Les gendarmes se sont mis à nasser systématiquement, jour après jour, les lycéens en centre-ville, multipliant les gardes à vue et les arrestations. Plusieurs sont passés en procès pour des faits mineurs, allant du simple jet de projectile (sans atteinte de la cible) au petit feu de poubelle. À côté de ça, les forces de l'ordre se livraient à de véritables chasses à courre dans les ruelles en pourchassant les lycéens avec des tirs de LBD (note : Lanceurs de Balles de Défense dont l'usage est proscrit quasiment partout en Europe sauf en France) et cela même lorsque les manifestations étaient parfaitement pacifiques ! (voir notre article facebook sur la manifestation lycéenne du 10/12/2018).

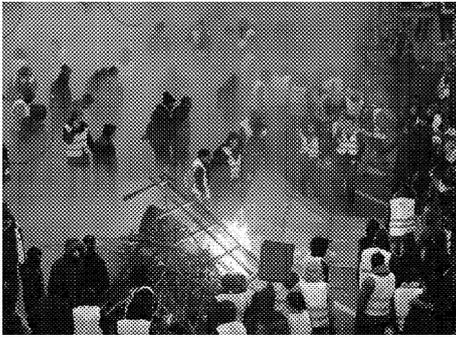
Voyant que cela ne suffisait pas à faire taire la contestation, les forces de l'ordre sont ensuite passées au level supérieur, multipliant d'abord les contrôles au faciès post-manif un peu partout dans le centre-ville, puis en passant aux interpellations préventives en amont des manifestations, dans le but de trouver du matériel de protection (type masque, lunettes, sérum physiologique). Le simple fait d'avoir un bonnet et des gants suffisait à les faire vous soupçonner, et au vu des températures, inutile de vous dire qu'ils devaient soupçonner un paquet de monde ! Quoi qu'il en soit, force est de constater que cette vague de répression a en partie marché, les mobilisations lycéennes se sont arrêtées courant décembre. Néanmoins, il faut aussi noter qu'une partie d'entre eux, plus énervée que jamais par cet usage disproportionné de la violence, a continué de protester au sein des manifestations des gilets jaunes.

Ces dernières se sont agrémentées de nouvelles couleurs, au jaune des gilets se sont rajoutés les traditionnels rouge et noir des franges militantes stéphanoises. Longtemps hésitantes à cause des minorités d'extrême droite qui parsemaient les rangs des gilets, elles ont finalement décidé de rejoindre le mouvement, l'agrémentant de nouveaux slogans plus portés sur le capitalisme et la répression policière. Répression, qui n'a fait que se renforcer au fil des manifestations. Pendant un long moment, les manifestants n'ont pas pu se rendre à la préfecture à cause de gazages au lacrymogène systématiques, auxquels succédaient des parties d'épervier où les manifestants tantôt avançaient, tantôt reculaient, face aux cordons de CRS. Un jeu qui durait de longues heures jusqu'à la nuit tombée et pendant lequel des banques, des bijouteries et des abribus se sont retrouvés détruits, décorés de slogans tels que « Yellow, red, black bloc » et « Noël est annulé ». Un jeu dangereux néanmoins, puisque les CRS gazaient à tout va (y compris les passants et leurs enfants présents sur le marché de Noël) et utilisaient des flash-ball, des grenades assourdissantes et de désencerclement pour disperser les manifestants !



Acte IV, St-Étienne le 8 décembre 2018

En janvier, la répression policière a pris un nouveau tournant. Le préfet a décidé d'imiter ce qui se faisait à Paris, en remettant en place le système de contrôle préventif qu'il avait déployé lors des manifestations lycéennes. Nouvelles grosses vagues d'interpellations. Mais ce n'est pas tout ! La stratégie des CRS est également devenue plus offensive, passant d'une méthode d'encerclement et de dispersion, à de véritables pièges mortels



Acte V, St-Étienne le 15 décembre 2018

qui ne laissent plus aucune porte de sortie aux personnes qui s'y retrouvaient coincées. C'est ainsi que le samedi 12/01, un véritable enfer s'est abattu devant le lycée Fauriel, un passage sous une pluie de lacrymogènes, au milieu des salves de LBD.

« Des hordes de CRS, une pluie de gaz lacrymogène, l'étouffement, l'aveuglement, la peur, la détresse... Voilà ce qu'on a vécu avec ma collègue ce samedi 12 lors de la manifestation. Des tas de gens se sont retrouvés à suffoquer au même endroit, coincés, essayant tant bien que mal de trouver une sortie qui n'existait pas, certains crachaient du sang, d'autres vomissaient, c'était terrible, c'était l'enfer. J'ai bien cru mourir asphyxiée, alors que je portais un masque. J'ai ensuite été poussée par la foule jusqu'à la ligne de CRS où je me suis fait violemment attrapée par le sac à dos, alors que je levais les mains de manière pacifiste. Ma collègue s'est retrouvée projetée au sol et menacée par un LBD40. La réplique de son agresseur en armure : « Tu coopères ou je te fume » lui a glacé le sang. Tout autour de nous des gens se faisaient attraper et violenter. J'ai vu un gamin en sang reprendre ses esprits un peu plus loin. S'était-il vraiment fracassé le crâne contre un mur après avoir été pris dans la cohue comme le prétendaient les forces de l'ordre, ou lui avait-on tiré dessus ? Impossible de le savoir. Note : depuis nous avons eu confirmation qu'il s'agissait bien d'un tir » (Max, envoyée du Gueuloir)

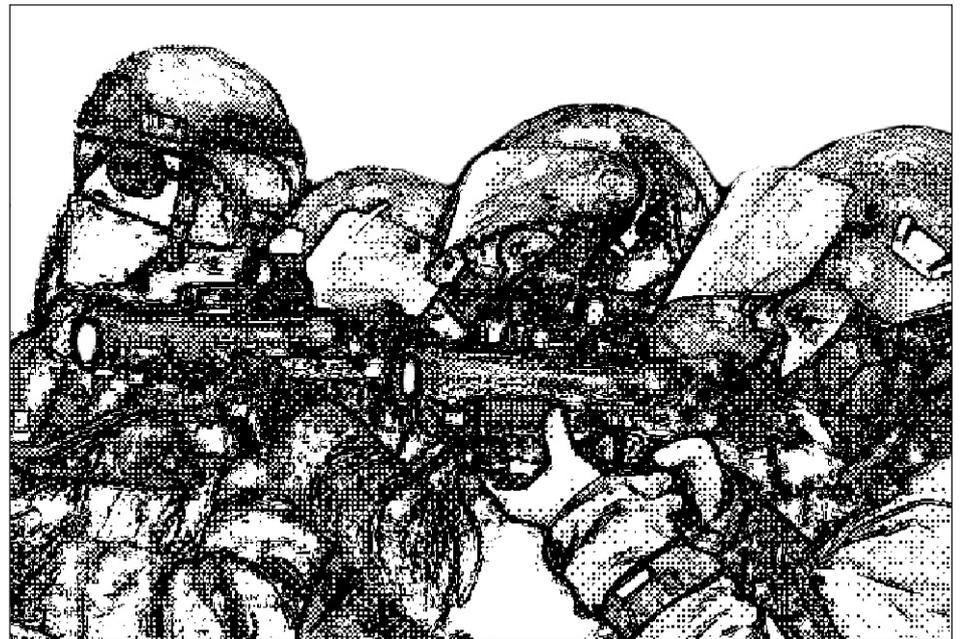
Ce n'était pas une manifestation, c'était une bataille où les manifestants se sont fait tirer dessus comme du gibier ! Il s'agissait-là d'un déchaînement de violence totalement abusif et disproportionné, aucun projectile n'avait été lancé, des manifestants se sont fait tirer dans le dos par des LBD, d'autres ont même été visés à la tête, ce qui est illégal ! Mais ça, apparemment, ça ne dérange pas la police.

Lors de ce passage, de nombreux manifestants se sont fait arrêter, des gilets jaunes, des étudiants, des lycéens, mais aussi un street-médecin et une envoyée du Gueuloir qui n'avait fait que filmer la manifestation. Total, 19h de garde à vue avec confiscation d'une partie du matériel pour notre reporter et 21h de garde à vue avec confiscation de tout le matériel pour le street-médecin, sans parler d'une convocation au tribunal au mois de juin ! C'est sûr qu'on est terriblement dangereux quand on est armé de compresses, désinfectants et autre matériel de soins !

« Le cortège se trouve d'abord à Jean Jaurès. Puis le cortège se sépare en deux parties : l'une remonte la Gran'Rue pour aller à Châteaueux et l'autre partie a fait le tour par Carnot. Moi j'avais perdu mon groupe, alors je suis parti avec le groupe direction Carnot car il n'y avait pas de street-médecin avec eux.

Arrivé à Fourneyron, gros gazage ! Je suis intervenu pour une femme et son gamin et après sur une autre femme. On a donc pris du retard sur le cortège avec une autre personne puis on s'est retrouvés entre les manifestants et les CRS qui étaient venus se placer derrière nous. En levant les mains on a réussi à passer derrière eux mais ce fut compliqué. Une fois derrière je regardais s'il n'y avait plus personne à aider quand soudain « Magic Zorro CRS » apparaît à un mètre de moi, son flash-ball en main, visant mon visage et me demandant de quitter mon masque avec la jugulaire du casque ! Je peinais à m'exécuter puis d'un coup j'ai pris une méchante balayette par un CRS qui m'a achevé au sol ! » (Street-médecin)

Ce genre de répression ultra violente n'a hélas rien de nouveau, elle a déjà été expérimentée à Notre-Dame-des-Landes et dans plusieurs autres villes comme Nantes, Paris, Toulouse et Lyon, lors des manifestations contre la loi Travail, puis celles contre Parcoursup et la loi ORE. Ce qui est nouveau en revanche, c'est sa propagation, à présent elle



est quasi systématique et frappe tout le monde sans distinction, ce qui a mis en alerte les syndicats des Avocats de France et de la Magistrature. Ceux-ci s'inquiètent en effet de la tournure anti-démocratique qu'est en train de prendre la gouvernance actuelle. Une inquiétude partagée par Amnistie et la Ligue des Droits de l'Homme qui essaie de venir en aide aux nombreux interpellés.

Toutes ces violences et ces arrestations abusives ne sont que des instruments au service de la terreur, destinés à faire taire la fièvre contestataire qui s'est renforcée au fil des réformes réactionnaires qui ont été assénées par le gouvernement ; mais ce n'est pas ce que laisse présager le vent de révolte qui souffle toujours à Saint-Étienne. Ici, comme partout ailleurs, la colère ne diminue pas, bien au contraire, la répression conforte les manifestants dans leur détermination. Si leur nombre arrive à varier, ils demeurent plusieurs centaines à plusieurs milliers chaque samedi. Ils sont là, bien décidés à faire valoir leurs droits et mettre un terme à la marche néolibérale forcée du gouvernement, qui nous entraîne tout droit vers une société de plus en plus fragmentée et précarisée dans laquelle ils sont sûrs de ne pas se retrouver.

Aujourd'hui les appels de l'Assemblée des Assemblées de Commercy apportent un nouveau souffle au mouvement en le dotant de revendications qui ouvrent sur un nouveau champ des possibles. Un champ où l'éradication de la misère et la fin des inégalités ne sont pas considérées comme des chimères irréalisables mais comme des horizons à atteindre, où les changements sociaux, économiques et écologiques sont pensés non seulement comme réalistes, mais exigibles tout de suite et maintenant. Un champ qui redonne toute sa légitimité à la solidarité et à l'égalité, en exigeant la fin des discriminations en tout genre (racisme, sexisme, handicap, abandon des quartiers populaires, du monde rural et des outre-mers...).

Le mouvement des gilets jaunes est en train de connaître un nouveau tournant. En essayant d'agréger les multiples colères qui l'animent autour d'un discours cohérent, humain et tolérant, il affiche non seulement son côté révolutionnaire, mais affirme également sa démarcation vis à vis

des idées de l'extrême droite. Un sursaut attendu depuis longtemps par les groupes militants traditionnels. À ce sujet, on commence de plus en plus à voir un rejet des idées fascistes tant dans les discours que dans les actes au sein des manifestations gilets jaunes, avec l'apparition de slogans anti-fascistes et la réapparition de cortèges antifa dans certaines villes (Nantes, Bordeaux, Paris, Toulouse, Lyon). Évidemment, ce n'est qu'un début, un certain nombre de fachos et de groupuscules sont toujours là, essayant de récupérer et de contenir ce mouvement qui est sur le point de leur échapper...

L'avenir de ce mouvement est incertain, mais les changements qu'il est en train de connaître donnent de l'espoir pour le futur. Que ce mouvement se maintienne ou disparaisse, il en restera toujours quelque chose qui perdurera, autant de souvenirs et de cicatrices qui seront toujours là. Mais on aurait tort de vendre trop vite la peau des gilets ! Car s'il y a bien une chose de constant dans ce mouvement depuis le tout début, c'est sa capacité à défier tous les pronostics et à nous surprendre. À suivre...

UNE NUIT EN GARDE A VUE

A lors que la répression face aux mouvements sociaux, dans la rue comme devant la justice, est à son comble depuis quelques mois, nous vous invitons à une immersion au sein du commissariat de la police nationale stéphanoise pour découvrir l'envers du décor de la fabuleuse aventure qu'est une garde à vue (GAV) à travers différents témoignages recueillis suite à l'acte 9 des GJ le 12 janvier dernier. Ce jour-là plus d'1/10ème des arrestations sur le territoire ont eu lieu sur le territoire stéphanois...

Ce samedi, je me suis rendue avec une petite équipe à la manifestation des gilets jaunes pour faire de la prise d'images. Nous étions motivés par ce que nous avons vu et entendu lors des précédentes mobilisations, certains d'entre nous avaient en effet assisté à des scènes d'affrontements violents et vu ou entendu parler de blessés qui finissaient parfois en garde à vue sans qu'on en réentende plus jamais parler... Au Gueuloir nous nous disions évidemment que tout cela devait être relayé et dénoncé. Ma collègue wcaméraman et moi-même, nous sentions parti-

cièrement investies de par nos études en sociologie, elle m'a donc accompagné en tant qu'ethnologue indépendante avec des amis venus nous prêter main forte.



cièrement investies de par nos études en sociologie, elle m'a donc accompagné en tant qu'ethnologue indépendante avec des amis venus nous prêter main forte.

C'est ainsi que notre équipe, composée de reporters en herbe plutôt branchés sociologie que reportage de guerre, s'est naïvement lancée sur le terrain.

Avant de rejoindre le cortège, nous nous sommes rendu compte que la police avait mis en place des contrôles préventifs un peu partout dans le centre-ville. Par miracle nous avons réussi à louvoyer entre les barrages sans nous faire arrêter, d'autres n'ont pas eu cette chance... Ça a notamment été le cas de cette militante qui s'est retrou-

vue en GAV simplement parce qu'elle portait des lunettes de piscine !

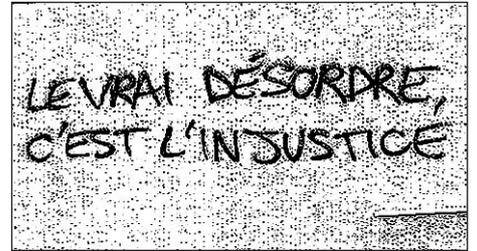
« Alors que je me rendais à la manifestation des GJ, je suis confrontée à un barrage filtrant. Trop tard pour faire demi-tour, je suis déjà dans la ligne de mire de l'un d'eux. Une policière procède à une fouille au corps. Apparemment, les lunettes de piscine et mon masque de chantier qui se trouvent dans ma poche sont un motif d'arrestation. « C'est pour me protéger des gaz lacrymo. - Oui mais avec ça vous allez durer plus longtemps. » Même plus le droit de manifester. Hop, au poste ! Nous sommes plus d'une dizaine à nous retrouver arrêtés pour ces mêmes raisons. » (militante)

Nous avons également prévu du matériel de protection ce jour-là (lunettes, masques à peinture). N'importe qui ayant vu ce qui s'était passé aux précédentes manifs en aurait fait de même ! Lorsque vous vous faites gazer à tout va, et cela même sans avoir rien fait, vous prévoyez forcément de quoi vous protéger en conséquence, mais notre gouvernement et les forces de l'ordre

ne l'entendent pas de cette façon. En GAV on vous dit que porter des accessoires de protection signifie que vous êtes forcément coupables. Qu'il n'y a aucune autre raison de se munir de tout ce matériel. Si vous avez l'audace de leur faire remarquer que c'est seulement pour vous protéger, ils répondent qu'il n'y a rien à craindre en manif. Rien à craindre bien sûr ! Allez dire ça au gars qui s'est pris un éclat de grenade de 10cm dans la tête, à ceux qui se sont fait arracher la main ou éclater à coup de flash-ball !

Désormais aux yeux de la loi, vous êtes officiellement présumés coupables avant d'être innocents.

« Première petite audience d'avant-goût. J'aprends que je suis accusée d'avoir participé à un



groupement en vue de commettre des violences sur personnes et des dégradations/destructions de biens. Avec des lunettes ?!» (militante)

Une situation aberrante et injuste que nous avons hélas expérimentée à nos frais quelques heures plus tard. Comme relaté dans l'article « Saint-Étienne sous les balles », alors que la manifestation se déroulait assez pacifiquement, les CRS ont décidé de mener une violente charge devant Fauriel qui a marqué beaucoup de manifestant. Ce jour-là, on a compté un grand nombre de blessés et d'interpellés, la plupart des manifestants ne s'en sont sortis qu'en forçant à plusieurs le cordon de CRS qui leur faisait face. Hélas, j'ai fait partie des interpellés et comme beaucoup d'autres j'ai pu tester le logement au 99...

On s'est fait menotter avec des serflex puis embarquer dans des voitures et des fourgons qui roulaient à toute blinde. Arrivé au 99, on s'est fait confisquer toutes nos affaires (jusqu'au soutien-gorge) et on a eu le droit à un primo-interrogatoire où les policiers en ont profité pour se foutre ouvertement de notre gueule. Arrivée en cellule, je me suis rendu compte qu'un tas de gens s'y trouvait déjà, des manifestants mais aussi des gens qui s'étaient fait interpellé avant d'avoir pu se rendre à la mobilisation. Tout cela formait un panel très éclectique où se côtoyaient des hommes et des femmes de tout âge, gilets jaunes, étudiants et lycéens.

Certains sont restés pratiquement 24h sans sortir, détenus dans des conditions déplorables, logés les uns sur les autres dans des cellules où une policière a déclaré qu'elle « n'y ferait même pas dormir son chien ». Les flics plaisantaient beaucoup pendant la GAV, ils nous considéraient comme les « clients » de leur « hôtel ». Un bien piètre hôtel en vérité, au programme : entassement dans des cellules cradingues (sans fenêtre en plus, si comme moi vous avez la chance de finir dans une cellule de dégrisement, avec en bonus des toilettes à la turque positionnées juste en-dessous d'une caméra de surveillance). Un régal.

« Placement en cellule. Je découvre une pièce sombre qui embaume l'urine. Aux murs, du sang et de la merde. J'attends ici seule pendant quatre heures dans le noir. Certains s'impatientent déjà dans leur cellule. On n'a rien foutre ici putain. Et on nous menace de 750 euros d'amende si on s'énerve contre nos portes. Un policier s'excuse, vous comprenez, ce n'est pas de sa faute à lui, mais celle de ses collègues, c'est eux qui nous ont arrêtés. « Vous verrez les casseurs vont arriver après ! » Ce policier parlait sûrement des deux filles qui m'ont rejointes à 18h. Des étudiantes qui faisaient un reportage vidéo pour leur sujet de mémoire, qui se sont faites violemment interpellées alors qu'elles levaient les mains vers le ciel en signe d'innocence (...) Les cellules se remplissent

de plus en plus, certains partagent une cellule à sept. La police est débordée et s'emmêle les pinces ! » (militante)

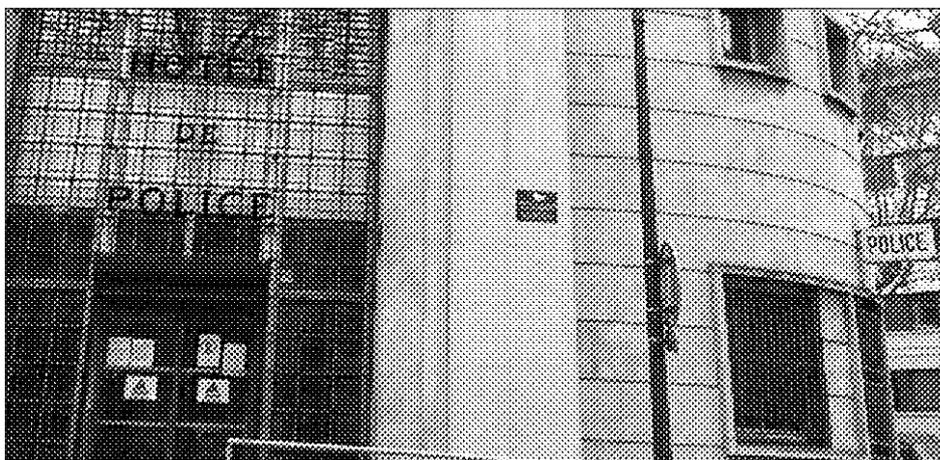
Au comico, on s'est retrouvées à quatre filles dans une petite cellule. Trois d'entre nous étaient étudiantes, la quatrième était là pour une raison qui n'avait rien à voir avec la manifestation. On avait beau être à l'étroit, on était contentes de ne pas nous retrouver toutes seules. Au final, c'est sans doute ce qui nous a le plus aidé à tenir, sans cela on aurait craqué. D'ailleurs, lorsque je suis arrivée, la fille qui n'était pas militante était en train de faire une crise d'angoisse.

Et il y a de quoi vu l'endroit ! Imaginez être enfermé seul dans une petite pièce dans le noir pendant plusieurs heures sans savoir ce qu'il va vous arriver, sans savoir si vous allez écoper d'un casier ou non, ni quand est-ce que vous allez être relâché. Je sais que c'est dur mais essayez. C'est littéralement à se taper la tête contre les murs. Actuellement une garde à vue peut être prolongée jusqu'à 72 h, or un jour c'est déjà long, surtout lorsqu'on n'a pas l'heure, trois je n'imagine même pas ce que ça doit être... Enfin cette torture psychologique nous aura donné un petit aperçu de ce que doit être le système carcéral.

« Retour en cellule. Il commence à faire vraiment froid, et il n'y a pas assez de couvertures pour tout le monde. Depuis 21h on nous promet un repas qui n'arrivera qu'à 2h du matin. Dans ma cellule, il n'y a qu'un matelas pour quatre, nous en réclamons un second dont nous ne verrons jamais la couleur. Seule une couverture pliée en deux me sépare du sol, je somnole à côté de ces toilettes turques dont on ne s'habitue pas à l'odeur. À cela s'ajoutent tous les bruits incessants qui résonnent à l'intérieur du comico... Quand est-ce que nous allons sortir ? Notre liberté tient dans les mains du procureur. Entre 3h et 6h du matin, tous les policiers-ères nous disent qu'ils l'appelleront pour 8h. À 9h, nous demandons s'ils ont des nouvelles du procureur. Ils ne l'ont toujours pas appelé. On se fout de nous. On s'énerve. Ils s'énervent. On est tou-te-s tendu-e-s. Puis plus un bruit, pas de policiers-ères depuis un long moment, on a l'impression d'être seul-e-s entre ces murs. » (militante)

Cette attente interminable était de temps en temps ponctuée d'entretiens avec des agents de police. Après le primo rendez-vous visant à établir notre identité et à fixer nos chefs d'inculpation, on a eu le droit à un deuxième pour le fichage ADN et enfin un dernier pour recueillir notre témoignage (avec ou sans la présence d'un avocat, selon ce qu'on avait demandé). Au cours de ces entretiens, les policiers ont bien évidemment cherché à nous mettre la pression par tous les moyens, moqueries, brimades, questions personnelles sans aucun sens, tous les moyens étaient bons pour nous faire craquer...

« Les bureaux sont très étroits, je dois décaler ma chaise à chaque fois que quelqu'un passe, il y a du bruit sans cesse. Difficile de se concentrer. La policière finit par me poser ce genre de questions : « Nom des parents ? Adresse ? Célibataire ? Enfants à charge ? Diplôme ? Profession ? Bourses ? Combien ? Allocations ? Combien ? Prix du loyer ? Nombre de kilomètres entre mon domicile et mon école ? ». Elle met la pression quand je ne veux



Commissariat Central de police, 99 Bis Cours Fauriel à St-Étienne

pas lui répondre : « Vous êtes sûre que vous ne savez pas ? Approximativement ? Vous devez bien savoir ? ». Elle enchaîne par les questions au sujet du déroulement des événements, sans me prévenir que j'ai le droit au silence : « Où avez-vous été arrêtée ? A quelle heure avez-vous quitté votre domicile ? Étiez-vous seule ? Vous confirmez que le matériel confisqué ici est le vôtre ? Il était dans un sac ? Pourquoi aviez-vous ce matériel ? Aviez-vous l'intention de commettre des violences ? ». Encore une fois je ne signe pas le récapitulatif de l'audience. Selon elle, je sortirai demain. S'en suit plus tard, la prise d'empreintes. Le policier est brut, il n'a pas le temps. « Avez-vous des tatouages ? Des cicatrices suite à des opérations ou autre ? » Photos sous tous les profils. Fiché-e-s jusqu'à la salive ! » (militante)

Refuser la prise d'ADN est illégal, cependant il est tout de même possible de le faire au risque de se refaire convoquer plus tard par le tribunal. Encore faut-il être au courant, ce qui est loin d'être le cas de tous les interpellés ! Et ne comptez pas sur les flics pour vous prévenir, ceux-ci se contentent de venir vous chercher et de vous faire passer les tests. Point. Si jamais vous vous retrouvez dans cette situation, sachez qu'il est aussi possible de différer la prise d'empreintes en demandant d'abord à voir votre avocat. Avec un peu de chance, vous n'aurez rien à fournir.

Prendre un avocat n'est pas une obligation, mais lorsqu'on n'a pas l'habitude de la garde à vue cela peut aider, vous sentez moins seul et vous pouvez avoir des échos sur ce qu'il se passe à l'extérieur. Si vous n'avez pas assez d'argent, il faut savoir que

LE MONDE CAPITALISTE
QUE PROTÈGE LA POLICE
N'EST PAS LE NÔTRE.

les frais peuvent être pris en charge partiellement ou intégralement par l'aide juridictionnelle. Je remercie encore l'avocate qui m'a suivie lors de ma GAV et m'a permis de m'en sortir avec un simple rappel à la loi, même si je n'avais rien fait de mal et n'avais pas à être accusée de quoi que ce soit. La justice marche rarement comme on le voudrait, c'est une évidence et nous en avons eu

la preuve ici une fois encore. Reporters, manifestants, pris avant ou sur le lieu de la manifestation, nous avons quasiment tous écopé d'un rappel à la loi. Mais cela aurait pu être pire, certains s'en sont moins bien sortis, comme ce street-médic qui s'est fait arrêter en même temps que nous et qui va devoir passer au tribunal...

« J'ai eu le droit à 21 h de garde à vue, confiscation de tout mon matériel (je pense qu'il y en a pour au moins 250 euros de matériel) et convocation au mois de juin au tribunal pour un motif ahurissant : dissimulation volontaire de visage sans motif légitime afin de ne pas être identifié lors de manifestations sur la voie publique et faisant craindre des atteintes à l'ordre public. » (street-médic)

Tout ça pour avoir voulu apporter des soins ! Désormais non seulement manifester devient illégal, mais l'entraide aussi. Une répression policière et juridique qui n'est pas sans rappeler celles que connaissent en ce moment les militants associatifs qui essaient de venir en aide aux migrants. Le « délit de solidarité » est hélas plus que jamais d'actualité... Quoi de plus ironique et de plus effrayant que ce recul assumé des droits et des libertés dans un pays qui se targue d'être la patrie des Droits de l'Homme ?

D'autant que toutes ces arrestations ne mènent nulle part, la police est surchargée, elle n'arrive plus à gérer tous ces dossiers. Et qu'est-ce qu'ils vont faire au final ? Enfermer tous les Français ? Les policiers eux-mêmes reconnaissent que c'est ridicule.

Si la solidarité est en train de devenir un crime, elle est plus que jamais vitale. Face à la violence et aux tentatives d'isolement, le meilleur moyen de s'en sortir reste l'entraide et l'amitié. Je me souviendrai toujours de ce petit sifflement aux airs d'« on va tout casser chez toi » qui résonnait fièrement entre les murs froids de ces cellules... On avait beau être isolés les uns des autres on savait qu'on n'était pas seuls.

Merci également à celles et ceux qui se sont rendus devant le 99 le soir-même et/ou le lendemain matin avec le comité de soutien ! Votre présence m'a fait chaud au cœur.

Soutien à tous les interpellés et à tous ceux qui vont passer en procès. Ils peuvent nous arrêter mais ils ne nous feront pas taire. Face à la répression, tous solidaires !

LE POUVOIR SE RADICALISE ET MONTE DES BARRICADES !



Le mouvement des gilets jaunes est arrivé à ses quatre mois d'anniversaire et comme à tout bon mouvement social, l'État apporte une réponse : non pas une réponse sur le fond des problèmes urgents soulevés, mais une réponse sécuritaire qui s'accompagne, comme toujours, d'un nouvel arsenal de mesures répressives, de sanctions abusives et dissuasives et de lois liberticides... Mais il y a une différence cette fois, car aujourd'hui l'oligarchie tremble ! Ébranlées dans leur toute puissance, les élites nous sortent donc l'artillerie lourde avec la loi anti-casseurs.

Aujourd'hui nous sommes dans un climat particulier, le mouvement des gilets jaunes a fait office de coup de semonce. Le contexte est en train de changer : les protestations contre les injustices augmentent, la lutte contre les pouvoirs en place s'élargit et se radicalise, les Black Bloc et les actions se multiplient à travers la France, l'Europe et le monde entier ! C'est pourquoi les sénateurs LR ont jugé nécessaire de proposer en octobre 2018 (en réponse notamment aux affrontements de la ZAD de NDDL) ce texte de loi anti-casseurs que LREM s'est empressée de récupérer trois mois plus tard. Décriée par beaucoup comme étant une loi liberticide, menaçant le droit de manifester, la loi anti-casseurs a pourtant été adoptée à une très large majorité par l'Assemblée Nationale et le Sénat dans l'optique d'une mise en place rapide.

Revenons donc sur cette loi, ses différentes mesures et leurs conséquences...

QUI SERA CONCERNÉ ?

Qui sont ces « casseurs » que vise cette loi ? Seraient-ce les casseurs du code du travail ? Les casseurs de l'environnement et de l'écosystème peut-être ? Ou alors les casseurs de vie vêtus de costard-cravate noir et très organi-

sés ? Pourquoi pas les « casseurs de gueules » responsables de beaucoup de mutilations ces derniers temps ? Il n'en est rien du tout, ces casseurs-là ne sont bien-sûr en rien visés par la loi. Au contraire, grâce à elle ils se retrouvent protégés, réconfortés, encouragés ! Cette loi vise bien entendu le peuple, le peuple qui se soulève un peu trop au goût du gouvernement.

MESURES LIBERTICIDES ? TOURNÉE GÉNÉRALE !

MANIFESTATION NON DÉCLARÉE

Pour commencer, une contravention actuellement très peu utilisée risque de devenir plus fréquente et de se changer en délit : le fait de participer à une manifestation non déclarée. Les autorisations étant délivrées par les préfets, le gouvernement cherche ainsi à empêcher tous les rassemblements spontanés qu'il ne maîtrise pas en se donnant la possibilité de poursuivre quiconque ayant été présent lors d'une manif dite « sauvage ».

Demander le droit de manifester alors qu'il s'agit d'un droit constitutionnel est absurde, ahurissant. Est-ce au préfet, représentant direct de l'exécutif, de décider si les causes sont légitimes ? À l'État, visé par la protestation, de dire si les parcours ne le dérangent pas trop ?

Les manifestations non-déclarées sont libres et permettent de développer l'intelligence collective, de se rendre où bon nous semble pendant le temps nécessaire au contraire de la manif déclarée qui est négociée et contrainte au préalable. Elle permet aussi d'exister comme un collectif qui peut s'organiser rapidement et horizontalement. Empêcher les rassemblements non-déclarés, c'est laisser la place à une contestation dépendante de grosses structures officielles (syndicales ou associatives) et donc facilement maîtrisables.

PÉRIMÈTRE DE SÉCURITÉ

L'article 1, qui avait été supprimé en commission dans un premier temps est malheureusement réapparu à l'issue des débats à l'Assemblée Nationale (parce que sinon c'est pas drôle) ! Ce dernier prévoit que sur réquisition du procureur de la République, et d'après un périmètre établi par la préfecture, les forces de l'ordre pourront procéder à des contrôles et des fouilles « sur les lieux d'une manifestation sur la voie publique et à ses abords immédiats » pour rechercher « des armes » ... Jouant sur la violence psychologique et la peur que ce genre de dispositif occasionne, le gouvernement a ainsi trouvé un excellent moyen pour dissuader, empêcher et contraindre un maximum la participation à un rassemblement. Mais ce dispositif permet aussi d'invisibiliser la mobilisation aux yeux des simples passants qui ne pourront plus venir au contact de la manifestation sans être fouillés ! Ce périmètre de « sécurité » ressemble à une mesure de quarantaine où un espace de vide sanitaire doit être créé entre les rassemblements et la vie qui se déroule autour. C'est qu'il ne faudrait surtout pas troubler l'ordre public !

INTERDICTION DE MANIFESTER

Alors qu'il fallait jusqu'à présent la décision d'un juge pour mettre en place des interdictions de manifester, et que celles-ci concernaient de rares cas, il suffira dorénavant d'une simple décision du préfet pour interdire de manifester et priver de liberté de circulation n'importe qui !

Mais qui dit décision du préfet, dit encore une fois décision de l'exécutif qui de plus en plus empiète sur le terrain du judiciaire. Qui dit décision du préfet, dit également décision basée sur les observations des forces de l'ordre. Or, quand on voit à quel point celles-ci peinent à compter les manifestants, à faire la part des choses entre ce qui peut être dangereux et ce qui est inoffensif, ou encore la difficulté qu'elles éprouvent pour ne pas viser les manifestants à la tête, on peut légitimement émettre des doutes sur la qualité de leurs observations !



Castaner s'est défendu en assurant que ces interdictions ne concerneraient que 100 à 200 personnes « au maximum ». En réalité, cet article retient une définition très large des personnes visées : « une personne qui constitue une menace d'une particulière gravité pour l'ordre public ». Si certains pensaient le croire sur parole, force est de constater que rien ne permet de déterminer qui sera ciblé par cette

mesure parmi les manifestants. Si l'on en croit la lettre jointe au texte de loi, cette mesure pourrait aussi concerner celui qui aura « facilité » une violence, ce qui veut tout dire et rien dire. Il semblerait que cette mesure fasse écho à la menace proférée par Castaner quelques semaines plus tôt : « Ceux qui viennent manifester dans des villes où il y a de la casse qui est annoncée savent qu'ils seront complices de ces manifestations-là ».

Ces interdictions devront être déposées 48h avant la manifestation si elle est déclarée. En cas de manifestation non déclarée, elles pourront être établies le jour même suite à un contrôle, en se rendant en manifestation par exemple. Ces entraves à la liberté de manifestation et de circulation pourront être délivrées pour une période d'un mois renouvelable.

Enfin la cerise sur le gâteau ! Les individus recevant ne serait-ce qu'une seule interdiction de manifester se verront inscrits au FPR (Fichier des Personnes Recherchées) auquel sera rajoutée une case « casseur ». Sachant que sortir du FPR est long et incertain, cette mesure pourrait devenir très handicapante pour les personnes concernées, par exemple lors de contrôles sur le territoire ou aux frontières. En d'autres lieux, on appelle ça du fichage d'opposants politiques !

MASQUER SON VISAGE

Jusqu'à présent, le fait de dissimuler son visage aux abords d'une manifestations était puni par une contravention, mais le nouveau texte de loi a prévu de le changer en délit, rendant la dissimulation du visage passible d'un an de prison et de 15 000 euros d'amende ! Ainsi, alors que les forces de l'ordre (malgré l'interdiction) mettent de plus en plus de cagoules intégrales et empêchent bien souvent de manière plus ou moins brutale qu'on filme leurs visages ; les manifestants risqueront, eux, de la prison pour s'être protégés du gaz lacrymogène ou des vidéos de la police. À l'heure où dans beaucoup de villes la police gaze de manière systématique et où les manifestants se protègent comme ils peuvent, le gouvernement voudrait donc qu'on se soumette gentiment à la répression et peut-être même qu'on dise merci quand on se fait gazer !

FICHAGES ET AUTRE MESURES

À cette panoplie d'articles, s'ajoute entre-autre le principe de « casseur-payeur » avec l'article 7, qui prévoit que l'État pourra engager une action civile contre les personnes à l'origine des dégradations. Cet article décrète également que le fait de porter une arme ou « tout objet susceptible de constituer une arme » sera puni de trois ans d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende. Or, quand on voit des policiers confisquer des casques de chantier à des ouvriers, ou des crics et des clefs en croix à des conducteurs, ces formulations très floues ne rassurent pas ! Idem pour tout jet de projectile « présentant un danger pour la sécurité des personnes dans une manifestation sur la voie publique ». Bientôt en prison pour une bière ?

EN BREF

Entrave à la liberté de manifester, à la liberté de circulation, répression dans la rue comme dans les tribunaux, incarcérations... Le gouvernement se radicalise clairement avec les nombreux articles liberticides de cette loi anti-casseurs !

L'exécutif n'hésite pas non plus en toute impunité à s'immiscer dans le pouvoir judiciaire faisant craindre de possibles dérives autoritaires. LREM a d'ailleurs trouvé des alliés à droite de l'Assemblée Nationale notamment en la personne de Marine Le Pen !

Ce ne sont pas seulement les gilets jaunes mais toute potentialité de soulèvement populaire qui est visée par cette loi. Il s'agit d'une contre-offensive à tout ce que les pouvoirs détestent : les ZAD, les mouvements libres et sans dirigeants, les manifestations de quartiers populaires...

Cependant, si les instances politiques trouvent nécessaire de se « barricader » derrière de telles lois afin de maintenir l'ordre en place, c'est que de jour en jour les ressources du gouvernement fondent comme neige au soleil. Reste son bras armé, la police, accompagnée de sa cousine la justice, pour faire régner la méthode de la terreur. Ainsi, si cette loi annonce des heures bien sombres pour la liberté de manifester, elle est aussi le reflet d'un gouvernement et d'une oligarchie de plus en plus faibles, prêt à sombrer. Pour finir n'oubliez pas, toutes les lois se contournent !

Alex ■



Le Gueuloir c'est un papelard pour se lâcher, pour rêver, rétorquer, critiquer, interpeller et gueuler un bon coup contre les réformes actuelles et contre cette chienne de société ! Il s'agit d'un défouloir, d'un espace pour lâcher-prise, d'une tribune pour les sans voix, et aussi une page vierge pour les artistes. Bien qu'ayant pris pied dans le monde étudiant, le Gueuloir n'est pas sectaire et c'est avec plaisir que nous accueillerons les écrits des gueulard.e.s de tout âge qui se reconnaissent dans le journal et ont envie de s'exprimer.

<http://legueuloir.over-blog.com>
legueuloir@riseup.net

<https://www.facebook.com/legueuloirjournal/>
<https://www.facebook.com/revoltesstephanois/>

LA PAUSE PHILO



« Voter, c'est abdiquer ; nommer un ou plusieurs maîtres pour une période courte ou longue, c'est renoncer à sa propre souveraineté. Qu'il devienne monarque absolu, prince constitutionnel ou simplement mandataire muni d'une petite part de royauté, le candidat que vous portez au trône ou au fauteuil sera votre supérieur. Vous nommez des hommes qui sont au-dessus des lois, puisqu'ils se chargent de les rédiger et que leur mission est de vous faire obéir.

Voter, c'est être dupe ; c'est croire que des hommes comme vous acquerront soudain, au tintement d'une sonnette, la vertu de tout savoir et de tout comprendre.

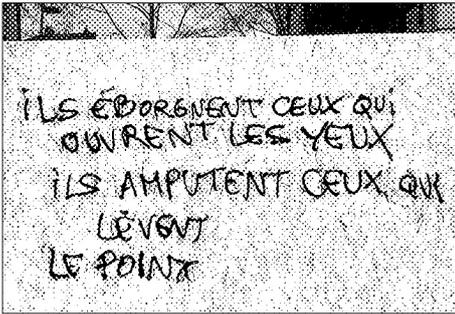
Vos mandataires ayant à légiférer sur toutes choses, des allumettes aux vaisseaux de guerre, de l'échenillage des arbres à l'extermination des peuplades rouges ou noires, il vous semble que leur intelligence grandisse en raison même de l'immensité de la tâche. L'histoire vous enseigne que le contraire a lieu. Le pouvoir a toujours affolé, le parlotage a toujours abêti. Dans les assemblées souveraines, la médiocrité prévaut fatalement.

Voter c'est évoquer la trahison. Sans doute, les votants croient à l'honnêteté de ceux auxquels ils accordent leurs suffrages — et peut-être ont-ils raison le premier jour, quand les candidats sont encore dans la ferveur du premier amour. Mais chaque jour a son lendemain. Dès que le milieu change, l'homme change avec lui. Aujourd'hui, le candidat s'incline devant vous, et peut-être trop bas ; demain, il se redressera et peut-être trop haut. Il mendiait les votes, il vous donnera des ordres. L'ouvrier, devenu contre-maître, peut-il rester ce qu'il était avant d'avoir obtenu la faveur du patron ? Le fougueux démocrate n'apprend-il pas à courber l'échine quand le banquier daigne l'inviter à son bureau, quand les valets des rois lui font l'honneur de l'entretenir dans les antichambres ? L'atmosphère de ces corps législatifs est malsain à respirer, vous envoyez vos mandataires dans un milieu de corruption ; ne vous étonnez pas s'ils en sortent corrompus.

N'abdiquez donc pas, ne remettez donc pas vos destinées à des hommes forcément incapables et à des traîtres futurs. Ne votez pas ! Au lieu de confier vos intérêts à d'autres, défendez-les vous-mêmes ; au lieu de prendre des avocats pour proposer un mode d'action futur, agissez ! Les occasions ne manquent pas aux hommes de bon vouloir. Rejeter sur les autres la responsabilité de sa conduite, c'est manquer de vaillance. »

Élisée Reclus, Lettre adressée à Jean Grave, 1885 7

COUP DE GUEULE D'UN MILITANT



Militant syndicaliste CGT, communiste et gilet jaune, je viens ici témoigner des nombreuses humiliations et violences policières que mes camarades et moi avons vécu ce samedi 12 janvier à Saint-Étienne.

Aux alentours de 17 h à l'avenue de la libération, alors qu'une partie de la manifestation se poursuit en direction de la place du peuple, deux rangées de plusieurs dizaines de CRS et de baquistes se positionnent devant et derrière nous au niveau du lycée Fauriel : environ une centaine de personnes (manifestants et non manifestants compris) sont cernées et piégées, une véritable nasse se constitue.

Un déluge de grenades lacrymogènes s'abat immédiatement sur nous. En l'espace de quelques secondes un brouillard épais se forme et l'air devient irrespirable. Panique et hurlements, chacun tente de s'extirper des gaz en espérant ne pas se retrouver dans la trajectoire d'une balle de LBD ou de flash-ball dont le bruit caractéristique retentit ça et là. Plusieurs personnes, dont certaines mineures, crient et vomissent en gisant allongées sur le sol. De longues minutes plus tard, une fois les gaz dissipés, surgissent de nombreux CRS interpellant de façon arbitraire une vingtaine d'individus dont j'ai la malchance de faire partie.

Mon tort est de posséder sur moi une paire de gants et une écharpe, ainsi que d'être présent à cet endroit et à ce moment précis. S'ensuivent une vingtaine de minutes où des camarades et moi sommes menottés et accroupis au sol à la vue de tous en attendant notre transfert au com-

missariat de police de Fauriel. La garde à vue commence aux alentours de 17 h 30. Après une fouille détaillée et un contrôle poussé, je suis incarcéré dans une cellule de dégrisement sordide et puante d'une dizaine de mètres carrés en compagnie de 2 manifestants et de 2 autres personnes. Mon audition a lieu vers 1 h 30 du matin en présence de mon avocat, la faim se fait ressentir et c'est finalement à 2 h du matin qu'un repas infect me parvient. Toutes les cellules sont pleines à craquer : la majorité des détenus sont des manifestants. Difficile de trouver le sommeil sans matelas ni couvertures, je peux enfin sortir le lendemain après midi aux alentours de 14 h avec un simple rappel à la loi. Un comité de soutien d'une vingtaine de camarades est présent.

Je n'ai pas de séquelles visibles et irréversibles contrairement à d'autres ce jour là : au moins deux blessés graves par tir de flash-ball ou LBD à hauteur du visage. Je dénonce ces violences policières insupportables et le déni médiatique honteux de nombreux journaux sur ce sujet. La tribune le progrès a osé titrer le jour même « deux blessés légers », c'est une provocation scandaleuse. Je dénonce aussi les interpellations arbitraires et les gardes à vue abusives ainsi que les méthodes judiciaires humiliantes consistant à ficher et intimider les manifestants.

La répression est le seul horizon que nous promet ce gouvernement au service des ultras riches. En ces temps d'accélération des réformes anti sociales et d'aigre odeur dictatoriale je souhaite que la convergence des luttes ne reste pas un vain slogan. La colère gronde depuis bientôt 2 mois partout en France. À Saint-Étienne, les débats des gilets jaunes autour de l'enjeu des luttes des classes se dessinent bien plus clairement depuis quelques temps, nos perceptions communes se font jour et s'affinent, les solidarités naissent et se renforcent au fil des semaines. Dans ce climat prérévolutionnaire soyons présents massivement pour les prochains actes tout en organisant au plus vite les conditions nécessaires d'une grève générale historique.

Anonyme ■



ÉCOLE DE LA CONFIANCE OU DE LA FINANCE ?

Les lycéen.e.s de toute la France se sont soulevés.e.s avant les vacances de Noël, début décembre. Un mouvement d'ampleur, en particulier dans Saint-Etienne et sa région, contre les réformes du lycée, et, évidemment, Parcoursup. Dans un contexte social très tendu, ces jeunes insurgés.e.s ont pu exprimer leurs désaccords aux cours des blocages de lycées (blocus) et des manifestations, ce qui leur a coûté une répression exceptionnelle de la part des chiens de garde du gouvernement, allant gazer, frapper, tirer avec des LBD40, jusque devant les lycées!!

Cette répression associée aux vacances scolaires a eu raison du mouvement...

Mais pourquoi les réformes du lycée dérangent-elles autant ? Un élève de seconde générale et technologique ayant participé au mouvement nous explique :

« Cette réforme est dangereuse car, nous le constatons dans ma classe, elle nous demande, via les enseignements de spécialités (que les élèves devront choisir à la place des filières générales), de choisir nos études supérieures voire notre métier à 15 ans et non plus le domaine dans lequel nous voulons travailler. La plupart des personnes ayant cet âge ne savent pas encore les études postbac qu'elles veulent envisager !

Le pire dans cette réforme sont les 40% de contrôle continu au BAC, qui crée ou renforce les inégalités entre les lycées, et donc à plus grande échelle sociale. Un Bac d'un lycée en zone d'éducation prioritaire n'aura pas la même valeur, pour des études supérieures qu'un Bac passé dans un lycée catholique bourgeois par exemple... »

Les professeurs, de leur côté, s'opposent à cette réforme car ils craignent d'assister au décès de la liberté pédagogique. Ils ont aussi peur du flou



qui règne encore sur les nouveaux programmes. C'est ce que nous a expliqué le responsable Sud éducation/Solidaire de Lyon lors de la manifestation académique des professeurs et élèves du secondaire le 24 janvier à Lyon. Il nous explique aussi comment les parents d'élèves réagissent au plan du gouvernement :

« On a toujours aucune idée de ce que seront les programmes de terminale, et même si on connaît déjà les programmes de première, on se rend compte qu'ils sont extrêmement exigeants et sans doute assez peu adaptés à l'ensemble des élèves. [...]

Cela pose des tas d'autres problèmes puisque dans les mêmes groupes de classe on aura des élèves qui passeront des épreuves une seule fois en première et qui abandonneront la spécialité choisie en terminale, d'autres qui devront continuer en terminale tout en préparant un grand oral dont on ne sait toujours rien rien rien ! Bref c'est un bordel hallucinant ! [...] Cela va créer un vrai souci au niveau de la liberté pédagogique des enseignants et de leur progression parce que si l'on veut que les élèves soient prêts pour une épreuve au mois de janvier de la classe de première, vous imaginez bien qu'on ne va pas pouvoir imaginer une progression sur toute l'année de première. Il va falloir qu'on se soumette au calendrier ministériel dès le premier semestre de la classe de première. [...]

Les élèves sont particulièrement inquiets, les parents d'élèves ont déjà exprimé leurs inquiétudes, notamment dans les conseils de classes et les conseils d'administration des établissements ».

Une responsable SNES-FSU nous explique aussi les inquiétudes des professeurs sur leurs rapports avec les élèves, la baisse des moyens et les suppressions de postes prévues par le projet Budget 2019 avec tout ce qui en découle. Elle a également tenu à revenir sur Parcoursup :

« On est aujourd'hui dans la rue parce qu'on a un manque : on aura une rentrée 2019 avec très peu de moyens, des élèves supplémentaires dans le secondaire et pourtant on a des suppressions de postes ! On est donc dans la rue par rapport à ce manque de moyen. Il faut savoir que dans l'Académie de Lyon on est déjà sous dotés par rapport aux autres académies, on est en dessous de la moyenne nationale, donc là ça va faire que renforcer les mauvaises conditions d'étude dans les lycées et les collèges. [...] C'est une réforme qui permet la suppression d'heures en réduisant l'offre de formation donc moins d'options, moins de langues, etc [...]

Ça va changer complètement nos relations aux élèves parce qu'on va les évaluer constamment par rapport au BAC alors que nous, nous sommes favorables à une évaluation formative qui permet de progresser. [...] Enfin, on est aussi dans la rue contre Parcoursup qui s'est mis en place l'année dernière et qui, comme on le prévoyait, a particulièrement défavorisé les séries technologiques et encore plus les bacheliers du professionnel »

Les syndicats lycéens et ceux de l'éducation, ainsi que la Coordination Lycéenne Nationale (CLN) appellent à continuer la lutte, de différentes manières évidemment, mais toujours dans le même but, VAINCRE !

Zrotak ■



INTERNATIONAL

ÉDUCATION SUPÉRIEURE À VENDRE

Voilà déjà plus de quatre mois que je suis assis sur les bancs universitaires canadiens, dans le cadre d'un échange entre la région Rhône-Alpes Auvergne et la province d'Ontario. Je suis très content des cours auxquels j'assiste, qui sont donnés par des professeurs compétents. Cependant, je tenais à revenir sur un aspect qui ne m'a pas laissé indifférent. Avec le temps, j'ai discuté avec des camarades de classe canadiens, et nous avons échangé sur les différences entre les systèmes universitaires français et canadien. Au Canada, les étudiant.e.s paient en moyenne entre 10 000 et 15 000 dollars de frais d'inscription par année d'étude. Je suis un littéraire, et n'aime pas vraiment les chiffres, mais je vais tout de même faire un rapide calcul. Une licence canadienne se fait en quatre ans, soit pour une somme entre 40 000 et 60 000 dollars. Si l'on ajoute un master à cela, on obtient des sommes pouvant atteindre les 90 000 dollars. Et en prolongeant les études supérieures vers l'équivalent d'un doctorat, le seuil des 100 000 dollars est dépassé. A cela viennent bien sûr s'ajouter les frais de loyer et de nourriture. Chacun.e des étudiant.e.s que j'ai interrogé.e.s a donc un prêt dans une banque canadienne, et ce pour de très nombreuses années après la fin de leurs études.

Plusieurs étudiant.e.s m'ont également confié que des stratégies sont mises en place par les universités canadiennes afin de garder les étudiant.e.s plus longtemps en leur sein, et donc de les faire payer plus. Par exemple, pour valider une licence, un certain nombre de cours dans des domaines bien spécifiques sont requis. Or, certains de ces cours sont planifiés sur le même créneau horaire, ce qui oblige le étudiant.e.s à payer un semestre supplémentaire afin d'effectuer tous les cours requis. De plus, les licences tendent de plus en plus à être dévalorisées sur le marché du travail. Un étudiant présent au Canada depuis plusieurs années me

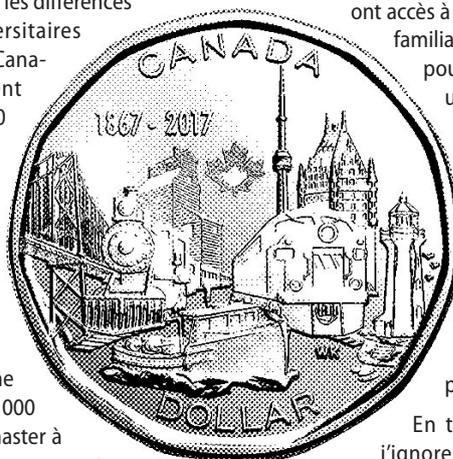
confiait que pour des licences dans des domaines précis, comme la mécanique, les cours sont, au fil des années de plus en plus généraux, et rendent impossible la recherche d'un emploi avec la seule licence. Les étudiant.e.s sont donc obligé.e.s de rester à l'université afin d'effectuer un master, et donc de payer quelques milliers de dollars supplémentaires.

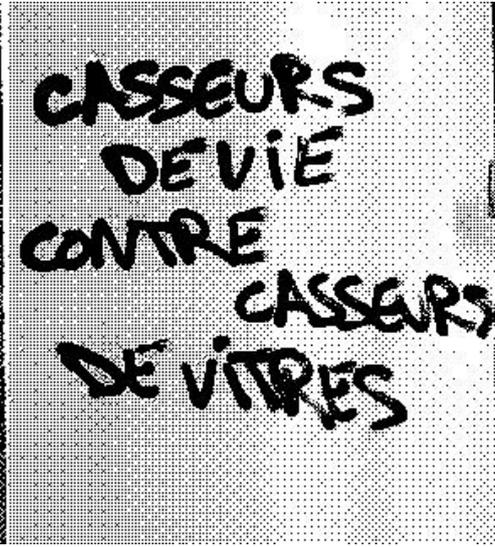
Il va sans dire que seules des classes privilégiées ont accès à l'université, car sans revenu familial solide, il y a peu de chances pour un.e étudiant.e d'obtenir un prêt. L'accès à l'université pour tou.te.s n'existe donc pas au Canada. Un détail ne trompe pas : en jetant un coup d'œil dans les salles de classe, la quasi-totalité des élèves travaillent sur un Mac, ces ordinateurs réputés pour leur fiabilité autant que pour leur prix exorbitant.

En tant qu'étudiant français, j'ignore ce qu'il serait possible de faire afin de démocratiser l'enseignement supérieur canadien. Cependant, je me suis opposé l'an dernier à la réforme de l'enseignement supérieur français instaurant une sélection à l'entrée à l'université. J'ai également lu dans les journaux la décision du gouvernement Macron d'augmenter drastiquement les frais d'inscription pour les étudiants étrangers venus en France. Je partage donc mon expérience, poussé par une peur certaine en voyant l'accès aux universités françaises se réduire peu à peu. L'éducation n'est pas, et ne doit pas être un produit rentable. Il est inadmissible d'endetter des étudiant.e.s sur plusieurs décennies pour simplement leur donner accès à des études supérieures. Il est donc vraiment important de regarder ce qui se fait ailleurs, et de se mobiliser pour empêcher que de telles aberrations puissent se passer sur les bancs universitaires français.

L'éducation est une arme, ne laissons pas les puissants nous l'enlever.

Dionysos ■ 9





ATTENTION "CASSEUR MÉCHANT" !

Prenez-garde braves gens, voici plusieurs semaines que nos rues sont envahies par des hordes de « barbares » sans foi ni loi ! Ces monstres étranges qui ne respectent rien, « cassent » des vitrines, des abribus et mettent le feu aux poubelles de notre bonne vieille ville... Voilà la gueulante poussée par notre bon maire dans le Saint-Étienne Magazine du mois de janvier !

C'est sûr qu'ils ont de quoi faire peur ces mystérieux « casseurs » qui « agressent » la ville chaque samedi ! Après tout, c'est vrai, quoi de plus terrible que de voir toutes ces « plaies béantes » entailler les abris-bus ? Quelles scènes désolantes que ces rues entièrement dépouillées de leurs caméras de surveillance et de leurs panneaux publicitaires !

Trêve de plaisanterie, il est temps d'aborder ce sujet sérieusement.

UN MOT ÉPOUVANTAIL

« Le premier barbare c'est celui qui croit à la barbarie » (Lévi-Strauss)

Depuis que le mouvement des gilets jaunes a viré à l'insurrection, chaque samedi les mass-médias nous ressortent la même rhétorique, il n'y en a que pour les « casseurs ». Tantôt groupuscules organisés (cf : Black Bloc), tantôt bandes de jeunes dégénérés, on ne nous les présente que comme des « barbares » détruisant tout pour le simple plaisir de casser. Un portrait lisse, noir, sans tâche, un épouvantail parfait pour les médias de masse.

Un « casseur » ça fait peur. Ça ne renvoie à rien de précis, si ce n'est à l'effet produit, ça empêche de trop réfléchir au pourquoi du comment. Ça permet aussi de connoter l'acte négativement, car qui dit « casse » dit perte. Perte de quoi ? Pour qui ? Non on ne raisonne pas comme ça, circulez il n'y a rien à voir !

À ce vide sémantique les politiques accolent d'autres mots comme celui de « barbare », un qualificatif loin d'être anodin car il renvoie au champ de l'inhumain. Une stratégie politique vieille comme le monde, en décriant et avilissant l'acte perpétré, on arrive plus facilement à occulter le fond et du même coup on arrive à le reléguer dans une 10 apparence de monstruosité. Ainsi en a-t-il été

des jeunes révolutionnaires en 1968, qualifiés de « pègre » par le ministre de l'Intérieur Christian Fouchet, tout comme du groupe Manouchian avec l'Affiche rouge en 1944.

Une stratégie xénophobe donc, puisqu'elle relègue dans le champ de la monstruosité tout ce qui est étranger et susceptible de remettre en question le bon ordre de la société. Cela permet plus facilement de compartimenter, de diviser. Les « casseurs » n'ont rien à voir avec les « manifestants », entend-on dire très souvent ! Ce ne sont que de petits groupes « en marge » des manifestations qui s'infiltrèrent dans les cortèges détruisant tout pour le simple plaisir de casser ! Mais la réalité est plus complexe que ça.

ÊTRE OU NE PAS ÊTRE CASSEUR

Lorsqu'on s'intéresse un peu au sujet, on se rend compte qu'un « casseur » ça n'existe pas. Ça ne renvoie à aucune identité, à aucune réalité tangible. Ce n'est qu'un adjectif définissant un rôle temporaire, un acte momentané réalisé par des manifestants divers et variés au cours d'une mobilisation. Certains casseurs sont en noir, d'autres non. Certains font ce genre d'actions depuis longtemps, d'autres non. Seuls points communs : la soif de changement, les cibles visées et le fait de se masquer.

La plupart du temps les objets ciblés sont des McDonald's, des concessionnaires de voitures de luxe, des banques, des panneaux publicitaires, des bâtiments administratifs, des commissariats... Bref des symboles de l'État et du capitalisme. Même lorsque rien n'est planifié d'avance, les manifestants évitent de s'en prendre aux petits commerces qui les font vivre, ce n'est pas pour rien que la plupart des affrontements à Paris ont lieu dans les beaux quartiers ! Vous ne verrez jamais un kebab se faire exploser sa vitrine ou alors pas volontairement.

En effet, il arrive parfois que certains commerces de proximité soient tout de même touchés par effet de ricochet lors des affrontements avec les forces de l'ordre. Difficile d'éviter de casser quoi que ce soit lorsqu'on balance des projectiles pour sauver sa peau ! D'ailleurs les forces de l'ordre ne sont pas non plus exemptes de casse, mais ça

évidemment, on n'en parle pas. C'est plus simple de tout mettre sur le dos des « casseurs », comme le font les mass-médias.

Les casseurs ne sont ni des groupuscules organisés, ni des sauvages dégénérés. Ce ne sont que des individus mus par un même ras-le-bol et des envies communes, qui décident de militer différemment, de manière plus violente.

RETOUR SUR LES BLACK BLOC

Les Black Bloc n'ont rien de groupuscules, ce terme ne renvoie à aucun groupe définissable. Le Black Bloc est avant tout un outil, il se forme ponctuellement, pour un événement précis, puis se dissout immédiatement. À l'intérieur on retrouve « des gens de bords différents, des jeunes, des vieux, de surcroît de classes sociales hétérogènes ».

Il s'agit d'« une constellation indéfinissable, qui naît et disparaît une fois son expression accomplie » (Mardi j'ai participé au black bloc parisien, Libération).

Ce côté indéfini et temporaire ainsi que la tenue noire qui les caractérise, les font souvent apparaître comme des « monstres ». Les Black Bloc, c'est un peu la force obscure qui se terre, un élément de choix pour la propagande médiatique. Pourtant, il y a des explications très logiques à cet accoutrement : les masques et les foulards permettent de se préserver des gaz lacrymogènes et en dissimulant leur identité, les Black Bloc prennent moins de risques de se faire repérer.

Évidemment aujourd'hui, ce terme de « Black Bloc » n'a plus beaucoup de sens. On voit de plus en plus de gens se masquer sans adopter la tenue noire, un constat qui a aussi frappé les manifestants si l'on en croit le tag réalisé sur la mairie de Saint-Étienne au cours de l'Acte IV des gilets jaunes : « Yellow, red, black bloc ». Une inscription emblématique.

LES RAISONS DE LA COLÈRE

Le gouvernement voudrait faire croire qu'il n'y a aucune logique derrière la casse, pourtant les Black Bloc l'expliquent très bien : « Au quotidien, l'État exerce une pression sourde sur différents groupes du corps social : les exilés, les sans-papiers, les zadistes, certains mouvements étudiants, les salariés au chômage, les squatteurs. Par sa volonté de confrontation, le Black Bloc met le doigt sur cette frontalité, et pousse l'État dans ses retranchements afin qu'il affiche son vrai visage ».

Ainsi les affrontements menés par les « casseurs » sont-ils une façon de révéler un certain pan de la réalité qui est largement passé sous silence. Car la répression qui s'exerce dans les manifestations fait écho à une violence quotidienne subie par une bonne partie de la population, qui n'est jamais suffisamment dénoncée.



St-Étienne le 8 décembre 2018

Celle-ci touche à tout un tas de domaines très variés. La dégradation des services de soins et d'assistance, par exemple, qui se transforment de plus en plus en institutions de contrôle, reniant totalement leur rôle premier qui est celui d'aider ceux qui viennent les voir (Pôle Emploi, MDPH, hôpitaux, etc). Il y a aussi les différentes injonctions au sein du marché du travail (à l'emploi, à la mobilité, à la performance) qui nous oppressent et deviennent de plus en plus impossibles à réaliser ! Sans parler des inégalités sociales et économiques qui se creusent de plus en plus, des violences policières dans les quartiers populaires et de la corruption globale de la justice.

En outre, la répression violente et disproportionnée que subissent les manifestants participe elle aussi à leur radicalisation. Ces violences, Perdriau se garde évidemment bien d'en parler dans son allocution ! À la place il préfère parler économie, se plaçant en fervent défenseur des

« Et là, le déclic dans ma tête. Oui je suis pacifique, oui je ne rêve que d'amour, et d'entente, mais force est de constater que certains sont obtus à ces notions, et même après maintes discussion et tentatives d'accord, il s'avère impossible de faire entendre raison à certaines personnes. Dans ces cas-là, quand ces cons en question détiennent la force, le pouvoir, en usent pour faire passer ce qu'ils veulent au détriment du citoyen, de la planète et au profit de l'argent, quelle attitude choisir face à eux ? La réponse m'est arrivée d'elle-même ! J'aurais dû, moi aussi, aller balancer des bouteilles, renvoyer leurs lacrymos, desceller les pavés de la rue pour les envoyer dans leurs fortifications, leurs barrières, pour une fois visibles, matérialisées sous nos yeux ; pour bien nous faire comprendre que ceux qui n'acceptent pas le système, qui ne sont pas des moutons, sont indésirables et bons qu'à être réprimés. » (Milou, « Les manifs, la violence, et la révolte... », Nantes Indymedia)



commerçants. Il a même créé des cellules psychologiques rien que pour eux !

Et c'est vrai, quelle terrible épreuve que de voir sa vitrine exploser ? À côté de ça, les traumas des manifestants matraqués et arrêtés, c'est rien, ça ne mérite même pas d'en parler. C'est sûr que d'être enfermé dans le noir pendant toute une journée dans des cellules cradingues ou de se retrouver défiguré à vie à cause d'un tir de LBD, ça n'a rien de traumatisant...

« Ce ne sont pas les radicaux qui font le mouvement, c'est le mouvement qui radicalise les gens » (« Prochaine-station-destitution », lundi.am).

DU PACIFISME À LA CASSE IL N'Y A QU'UN PAS

Lorsqu'on regarde ce qu'il se passe en manifestation et qu'on écoute les témoignages de ceux qui se livrent à la casse, on se rend compte que celle-ci n'est pas toujours planifiée et que n'importe qui peut devenir « casseur ». Il suffit qu'il y ait un point de bascule... C'est ce qu'explique en tout cas cette manifestante, qui témoigne sur Indymédia :

Les récentes observations d'Alain Bertho, anthropologue spécialiste des émeutes, tendent à aller dans ce sens. Celui-ci a en effet constaté que parmi les manifestants arrêtés pour violence lors des manifestations gilets jaunes, beaucoup n'étaient que des « gens ordinaires » (voir : « Il ne s'agit pas d'un simple mouvement social », Mediapart).

La différence entre ceux qui cassent et les autres militants, ne tient qu'à une différence de point de vue. Ceux qui cassent sont arrivés à un tel niveau de ras-le-bol qu'ils pensent qu'il faut désormais aller plus loin en affrontant ceux qui défendent le régime en place et en créant de l'agitation. Il ne s'agit plus d'une logique réformiste, mais insurrectionnelle.

« Le droit de vivre ne se mendie pas, il se prend » (Marius Jacob, 1905)

Le gouvernement voudrait présenter la casse comme quelque chose d'anormal et de pathologique, mais en définitive l'ordre et le désordre, le normal et le pathologique, le crime et la justice, tout ça ne relève que d'une définition subjective. Tout dépend des intérêts qui sont derrière.



En l'occurrence, le gouvernement a intérêt à faire peur à la population en créant des monstres, car c'est le retour de leurs propres monstres qu'ils craignent en réalité, celui des « classes dangereuses » qui faisaient trembler la bourgeoisie d'autrefois. Il ferait cependant bien de se méfier, car lorsqu'on crée des monstres il faut s'attendre tôt ou tard à les voir débarquer.

Lili ■

CHÔMEUR PAS CHIEN !

À tous les chômeurs, précaires, travailleurs, retraités et gilets jaunes.

Suite à la grande campagne anti-chômeur lancée par le gouvernement et largement relayée par les médias, nous affirmons que les chômeurs ne sont pas fautifs et que les responsables sont au pouvoir. Attaqués, méprisés, dépréciés, discrédités, dénigrés, diffamés, calomniés, culpabilisés, humiliés, jugés, condamnés, exclus de la société... les chômeurs en ont assez. Ça suffit !

On sait maintenant que les assistés sont actionnaires et les profiteurs milliardaires. C'est tout un système d'exploitation qu'il faut aujourd'hui remettre en question. La peur du chômage permet d'accentuer les pressions sur les travailleurs, détériorant leurs conditions de travail et bloquant les salaires.

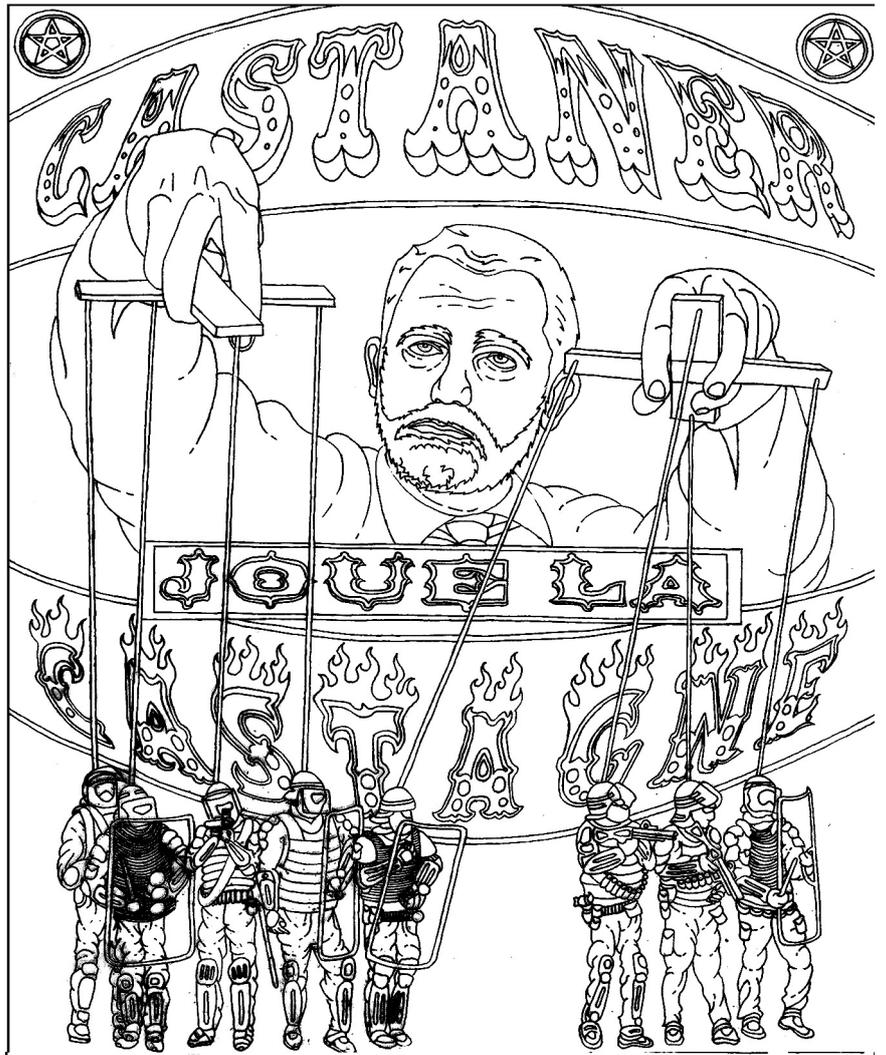
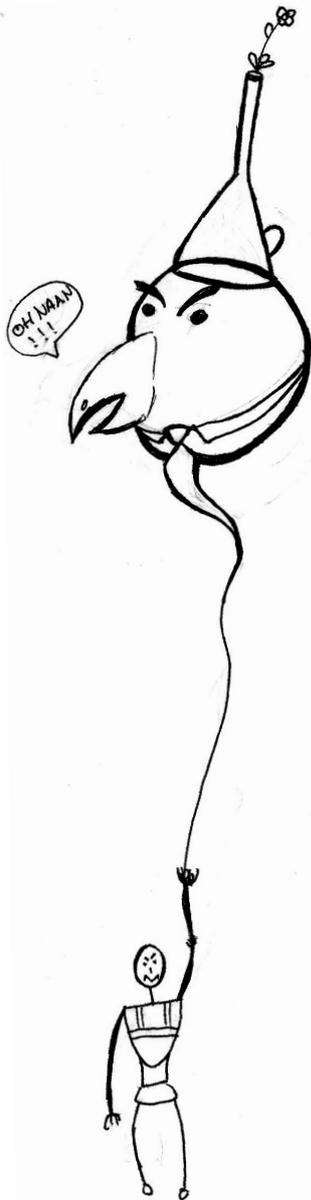
Les politiques des gouvernements successifs sur les retraites, les heures supplémentaires, le code du travail, l'évasion fiscale, ont considérablement augmenté le nombre des chômeurs. Et ce n'est pas en truquant les chiffres, en réprimant sans raison, en radiant et en licenciant des chômeurs innocents, ce n'est pas en les mettant sous le tapis que l'on pourra faire croire que le taux de chômage est acceptable. Ce n'est pas en excluant les chômeurs, en les rendant invisibles que l'on fera croire que le problème de la misère est résolu. Plus d'un tiers de la population est sans emploi. Un stéphanois sur quatre survit en dessous du seuil de pauvreté.

Le chômage n'est pas la faute des chômeurs mais a été voulu et répandu par les gestionnaires du pouvoir pour préserver et accroître les profits dégueulasses des actionnaires et des milliardaires.

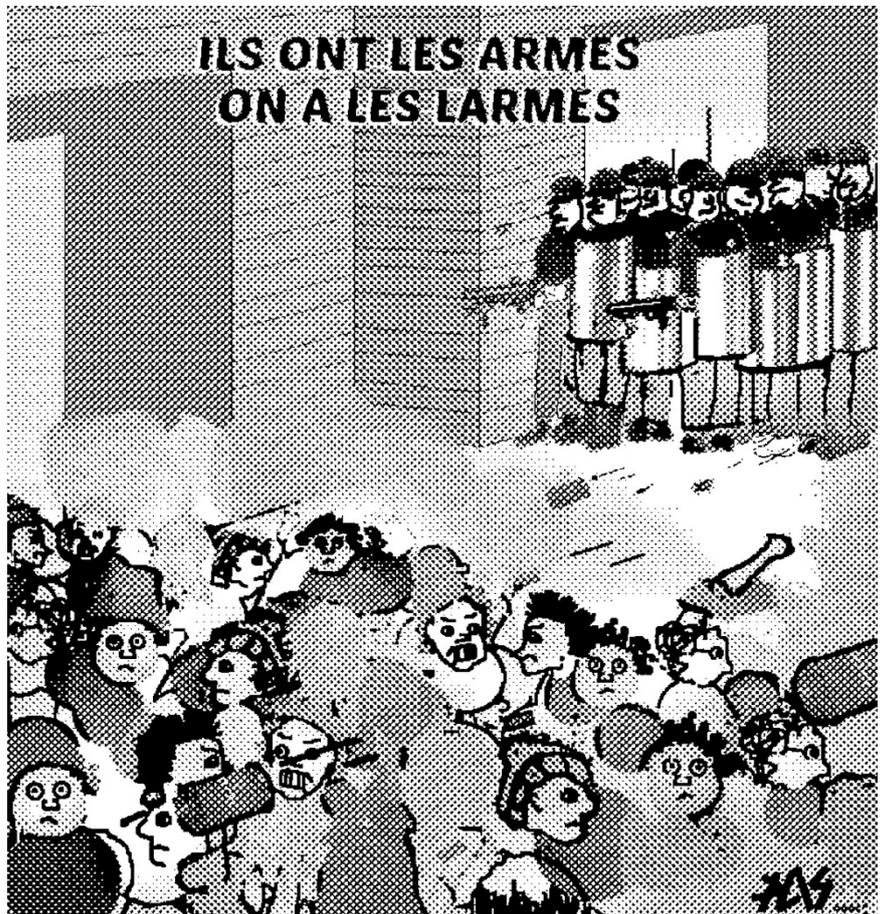
Cette situation n'est pas acceptable, on ne va pas se laisser faire ! Nous demandons à la direction de Pôle Emploi et au gouvernement de présenter leurs excuses aux chômeurs qu'ils ont agressés et humiliés. C'est une question de dignité.

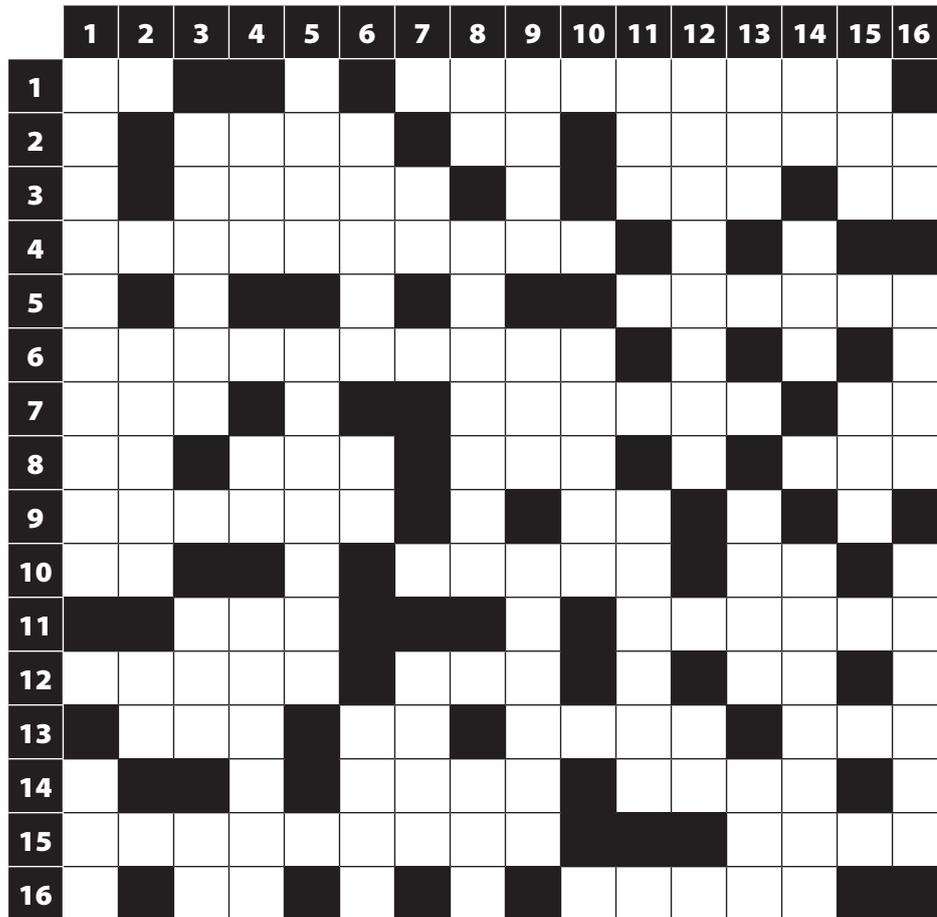
Quand c'est insupportable, il est prudent de ne pas supporter.

Prise de parole d'un membre du collectif Feignasse au rassemblement devant la Direction Départementale de Pôle Emploi, lundi 14 janvier à St-Étienne. ■ 11



LA FRANCE DE 2019...





SOLUTION MOTS-CROISÉS N°2

HORIZONTAL • B. Montpellierains. Collomb. • D. ORE. Coups. GB. Casseur. • F. Gratte. Philanthrope. Blé. • G. Macron. • H. Merci. ZAD. • I. République. • J. Sociologie. • K. Cocktail. Main. • L. APB. FASEE. Vidal. • M. Agitateurs. • N. Chocolat. Pavés. • O. Résister. • P. Fac. • Q. Nice. Vaneigem. Égalité. • R. Te. • S. Girouette. Soulèvement.

VERTICAL • 2. Graff. • 3. Tir. • 4. Ruer. Tatcher. • 6. Tyran. • 7. Méritocratie. • 8. Cote. • 11. Helbe. Ôter. • 13. LRU. Lili. • 14. Bac. • 15. Sans. • 16. Évasion. • 18. Barbarie. Otages. • 19. Fil. • 21. Cheminots. Loi. • 23. CRS. Liberté. • 24. Grève. • 26. Hôpital. • 28. État. • 29. Benalla.

Nous prions les cruciverbistes de bien vouloir nous excuser pour les multiples erreurs parues dans le numéro 2, voici les corrections à apporter au précédent mots croisés pour pouvoir le réaliser : Case noire en Q3. Case noire en K22. La quatrième définition en D devrait être au singulier. La troisième définition en 21 est « Imposée par l'État » (il faut barrer « il est social et sélectif »).

Nous avons tiré leçon de nos erreurs et espérons que vous prendrez autant de plaisir à résoudre cette nouvelle grille que nous avons eu à la concevoir. Bonne chance !

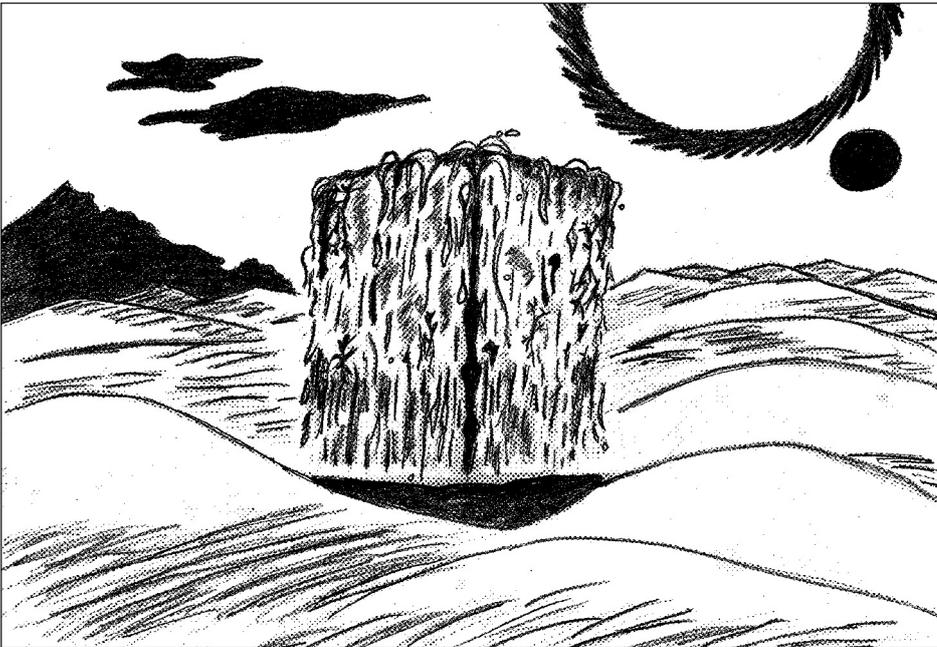
HORIZONTALEMENT

- 1 • Lettre grecque • La perdre en soi rend vulnérable.
- 2 • Parfois humain • Pour la compagnie • Leurs habitants se font souvent expulsés.
- 3 • On peut les porter ou les recevoir • Réponse positive • Coordonne.
- 4 • Elles sont limites.
- 5 • Technique de chasse.
- 6 • Entre chien et loup.
- 7 • Amas • Pour Corneille "elle n'attend pas le nombre des années" • Dieu égyptien.
- 8 • Vieux do • Peut être démesuré chez certain-e-s • Il n'a pas toujours gardé la tête sur les épaules • Nom d'un garçon volant.
- 9 • Sisyphe a été condamné à le pousser sans cesse • Travaux dirigés.
- 10 • Dedans • Établissement parfois bloqué • Équipe de foot phocéenne.
- 11 • Groupe punk rock de la région • Il peut être initiatique.
- 12 • Maintenu à tout prix par ses forces • Belle-fille • Le temps d'une révolution planétaire.
- 13 • Matière scolaire abrégée • Jeu japonais d'origine chinoise • Souvent TTC • De LBD par exemple.
- 14 • Orientée • Fit comme Pierlou dans ce Gueuloir.
- 15 • Toxique voire léthal • Blanchés quand elles sont très innocentes.
- 16 • Coutumes • Cité-État en grec ancien.

ÉNIGME - On m'a condamné parce que j'étais trop fermé, pourtant on me cherche pour se mettre à l'abri, mais quand je fais loi, je rejette ceux qui sont étrangers. Qui suis-je ? (Réponse dans le prochain numéro)

VERTICALEMENT

- 1 • En Haute Loire elle a été enflammée • Sigle pour personnes à mobilité réduite.
- 2 • Laveur masqué • Ils cherchent des informations.
- 3 • Publiques elles doivent être gratuites • Vieux poème • Petit cours d'eau.
- 4 • Nuance • Pour interpellier • Ceux de l'homme ont une ligue.
- 5 • Se fia • Quand elle arrive, il ne faut pas traîner.
- 6 • Observes en cachette • Les riches roulent dessus • Acronyme désignant 4 multinationales du numérique.
- 7 • Pronom personnel • Sport du champion des gilets jaunes.
- 8 • Langue du sud-ouest • Un des premiers bastions de la Psy Cause • Désert de sable.
- 9 • Lie • Prénom d'un philosophe chinois fondateur du taoïsme • Sectionnée.
- 10 • Issue du tri sélectif.
- 11 • Signifie égal • De mémoire on en parle, de réserve on se tait.
- 12 • Navire de sauvetage qui a dû jeter l'ancre • Lettre grecque.
- 13 • Causé du tort • Vallée française où sont traqués les migrants • Pas toi.
- 14 • Conseil d'administration • L'amphi E01 l'a été au printemps 2018 (langage texto) • Lycéens mis à genoux, mains derrière la tête, par des policiers.
- 15 • Saison • Petit à l'Opéra.
- 16 • Saint abrégé • Loi qui ne met personne à l'abri • Arrogance très jupitérienne.



CHER MONDE

« Ouvre les yeux. Regarde, il n'y a rien. Rien que du vide. »

Et il ouvrit les yeux. Il vit du vide. Un sol incolore, un plafond incolore. Pas de murs. Juste l'infini. Un espace sans fin, où il n'y a pas d'horizon.

« C'est toi. C'est ton esprit. Tu as perdu la mémoire. Tu ne te souviens de rien. A toi de te reconstruire. Moi ? Je suis là pour te guider. Je ne suis pas ici, avec toi. Je n'ai pas le droit d'entrer dans cet espace. C'est le tien. Toi seul peux le façonner. »

Il y eut un silence, apaisant et harmonieux.

« A présent, lève-toi, et découvre ton monde. »

Et il se leva. Quand il essaya de marcher, il vacilla. Comment fait-on pour marcher ? Se demanda-t-il. Même cela, il l'avait oublié. La tête lui tournait, et d'épouvantables migraines le tourmentaient. « Voilà. C'est bien. Maintenant, dis-moi : que vois-tu ? »

Un autre moment de silence survint.

« Comment ça, rien ? Concentre-toi. Tu vas y arriver. »

Il ferma les yeux, et se concentra. Il ne vit rien. En revanche, il entendit. Le bruit du vent, sec et violent, et aussi le bruit du sable qui se soulève.

« Un désert. C'est bien. Essaie de le voir, maintenant. »

Il vit le désert. Non, d'abord, il le sentit sous ses pieds. Un battement de cil plus tard, il avait du sable dans les yeux. Du sable rouge, ocre, jaune, et vert pâle, par strates.

« Toutes ces couleurs. Cela prouve ta pureté. Tu recherches à être tout. C'est normal, tu n'es rien. C'est logique. »

Ensuite, il eut chaud. Très chaud. Il leva les yeux, et aperçut un soleil brûlant qui l'aveugla. Il se

« C'est bien. Tu commences à retrouver ton instinct. »

Quand ses pupilles se furent accoutumées à cette soudaine lueur, il regarda de nouveau autour de lui. Les dunes créaient de grandes zones d'ombre. Il se dirigea vers l'une d'elles.

« Créature de l'ombre, n'est-ce pas ? »

Sans qu'il sut pourquoi, il hocha la tête. Il était mieux à l'ombre ; Bien mieux. Les migraines avaient cessé. Devant lui se tenait un cube, de sa taille. Un cube aux parois immatérielles. Des parois faites de...

« De l'eau. Le cube est fait d'eau. Tu te souviens de l'eau ? »

Il tendit la main vers le cube. Son doigt l'effleura. Le toucher était agréable. C'était frais, et doux. Il essaya de traverser la paroi du cube. Lorsqu'il fut sur le point de passer sa tête de l'autre côté du rideau, cette eau devint un liquide chaud, et poisseux. Le cube tomba. Tout le liquide déferla sur lui, lui tapant dans les oreilles, lui emplissant la bouche d'un goût immonde. Il eut peur, très peur, et ferma les yeux.

« Du sang. Pourquoi du sang ? C'est... anormal. »

Il les rouvrit. Une flaque, en dessous de lui, rouge sombre. Du bout de ses doigts tombaient encore quelques gouttes. Il se sentit souillé. Il se remit à marcher. Le sable colait à ses pieds poisseux. Le vent était plus fort, tout comme

le bruit qu'il faisait. Les migraines étaient de retour.

« Calme-toi. Tout va bien. Tu n'es pas seul, je suis avec toi. »

Il y eut un bruit sourd, et grave. Il se retourna. Ce qu'il vit le terrifia. Un long bâtiment, en mouvement, construit sur des roues, qui crachait des panaches de fumée noire, à l'odeur âcre.

« Ce train. D'où vient-il ? C'est étrange, on dirait des cathédrales, sur les wagons. »

Ces morceaux d'églises étaient imposants, et sinistres. A travers les vitres, une lueur rouge. Certains crachaient même des étincelles. Le train fendait les dunes sans aucune difficulté. Il disloquait le sol, et détruisait tout sur son passage. Derrière lui, une traînée de cendres et de charbon. Il s'arrêta devant lui, avec un grincement aigu et désagréable.

« Je pense que tu devrais éviter de monter dedans. Ça n'augure rien de bon. »

Il ne l'écouta pas, et monta sur le marche-pieds en fer forgé. Il se sentait inexorablement attiré par ce train. Il entra, et découvrit des bancs et un sol carrelé. Tout était calme, et il faisait frais. Au bout de la pièce, une petite porte en bois, qui menait au prochain wagon.

« Descends. Ce train ne t'apportera rien, à part le malheur. Tu n'as pas besoin de lui. »

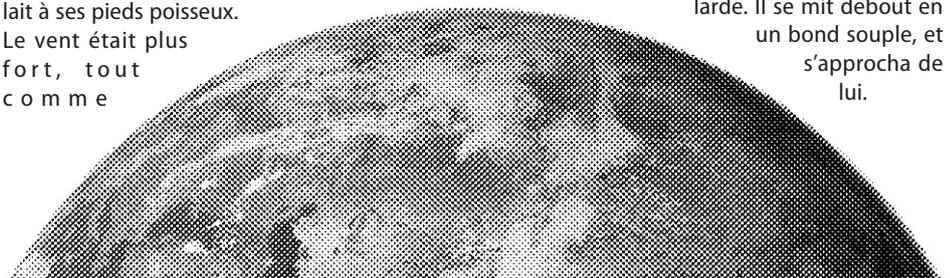
Une petite voix, à l'intérieur de lui, murmura « j'en ai besoin pour comprendre ». Mais rien ne sortit de ses lèvres. Il traversa la pièce, et ouvrit la petite porte en bois. Puis il traversa la petite porte en bois. Il se retrouva là où il était auparavant, à côté du marche-pieds en fer forgé. Il essaya encore une fois de sortir. Le même phénomène se produisit. Avec une nuance d'énervement dans le ton, la voix revint.

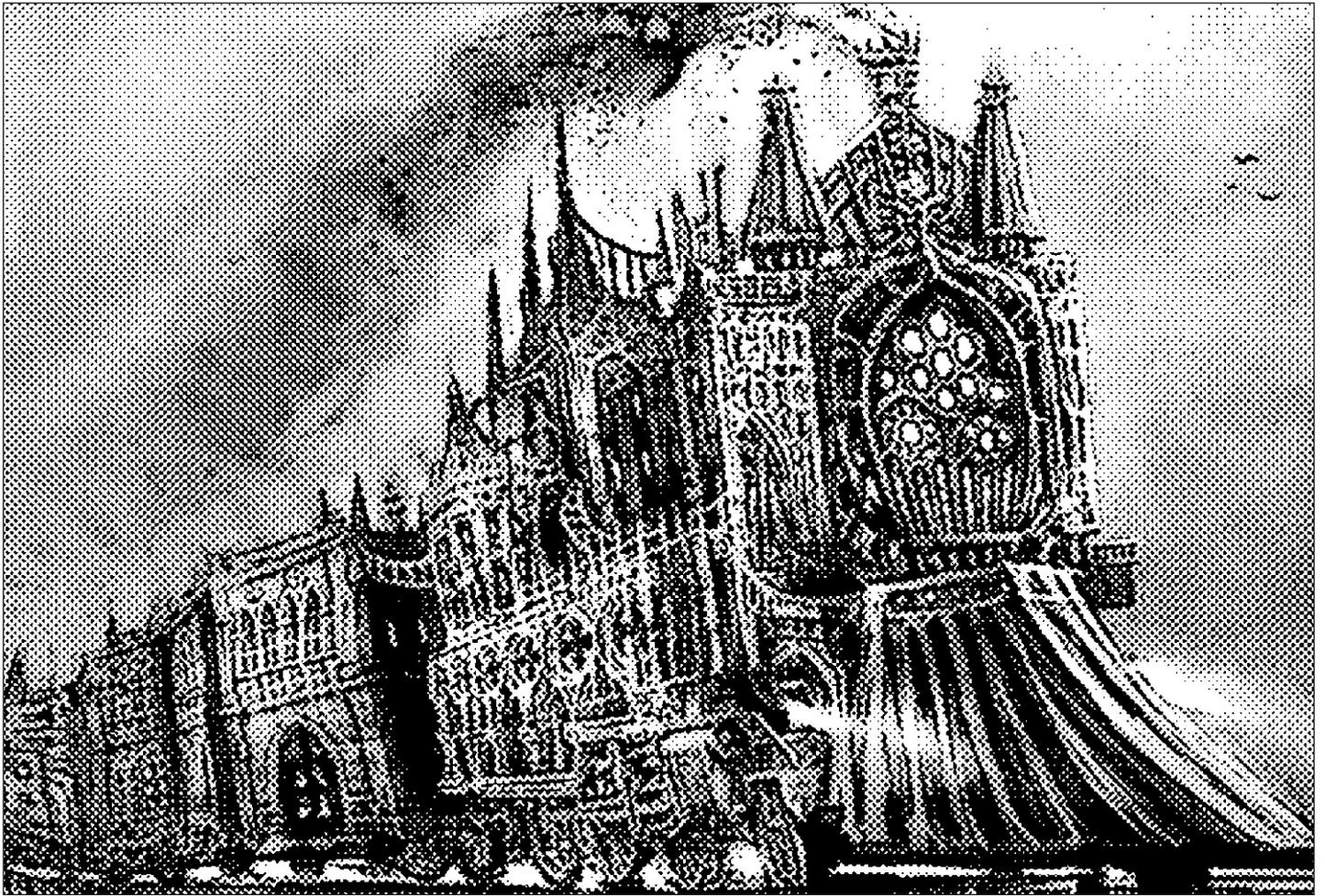
« Tu vois ce que tu as fait ? Te voilà bloqué, maintenant ! Tu n'arriveras jamais à sortir d'ici, à présent. Tu es... perdu. »

Il l'ignora et regarda autour de lui. Il ne vit rien, mais encore une fois, il entendit. Le tintement d'une pièce, à un rythme régulier. Bientôt, il réussit à identifier la source de ce bruit. C'était une créature, mi homme mi bête. Des sabots, des jambes couverts d'un poil brun, une queue de bouc, un torse d'homme, une barbichette, des cornes, et un sourire malicieux. Dans une main, cette créature tenait une flûte de Pan. Dans l'autre, il lançait et rattrapait sa pièce. Allongé sur un banc, il balançait une jambe dans le vide.

« Bienvenue dans ton train ! »

Sa voix était mielleuse, et nasillarde. Il se mit debout en un bond souple, et s'approcha de lui.





« J'espère que tu es fier de toi ! Ce train est une merveille. Jamais je n'ai vu un outil de destruction aussi grandiose. Il est en train de te détruire, tu le sais ça ? Parti ! Boom ! Plus rien ! De la poussière, du vide, du rien ! » Il éclata de rire. « Hahaha, il n'y a rien de plus beau qu'un esprit qui cherche à se détruire lui-même. Aucune raison, rien ! Juste ton esprit, en quête de la destruction de ton esprit ! » Il applaudit. « Bravo, c'est quand même fort ! Mes respects, monsieur ! »

Et il effectua une révérence. Ses grands yeux luisaient légèrement, follement. La petite voix revint dans un murmure.

« Il cherche à t'énerver. Ne l'écoute pas. Tu ne pourras pas sortir d'ici, si tu le prends au sérieux. »

« Et que vas-tu faire, maintenant ? Reprit le faune. Sortir de ce train, retourner dans ton esprit vide, errer parmi la poussière pour l'éternité ? Viens plutôt ici, de ce côté. Tu y verras des choses beaucoup plus passionnantes. Continue de parcourir les différents wagons. Tu ne risques pas de t'ennuyer. Peut-être même apprendras-tu des choses. »

Mais quelle sorte de chose, se demanda-t-il ? Il était anxieux de savoir ce que tout cela signifiait. Pourtant, cela ne voulait pas forcément dire que ce serait bénéfique pour lui.

Le tintement régulier de la pièce commençait à envahir son esprit, à l'obséder. Il suivait des yeux les bonds que le faune lui faisait faire.

« Ne regarde pas sa pièce. Elle fait partie de son piège. »

Au contraire, il pensait que la pièce était la clé de l'énigme. Il la laissa s'imprégner de sa personne, petit à petit. Elle se figea, au milieu de sa chute. Tout semblait immobile. Le faune, tout à coup sérieux, et grave, frotta sa barbichette et croisa les bras. La pièce resta suspendue en l'air.

« Comment espères-tu retrouver ton humanité et vivre parmi les hommes, si tu refuses d'agir comme eux ? Tu ne pourras pas quitter ce désert, tant que tu ne sauras pas ce que ce train signifie. Tu ne pourras pas toucher de l'eau sans espérer la souiller, tant que tu ne te seras pas toi-même débarrassé de tes propres impuretés. Voilà ! Dis-moi, comment comptes-tu t'y prendre ? »

Sans réfléchir, il s'approcha du faune, et saisit la pièce entre ses doigts. Le sol carrelé du train s'estompa, pour laisser place au sable du désert, qui finit lui aussi par s'enfoncer ; toujours plus profondément, dans ce trou à la force d'attraction si puissante. Tous deux reposaient maintenant dans le vide. Toute la matière de l'espace se faisait aspirer dans ce trou. Tout était avalé, par une petite bouteille de verre au bouchon de liège.

Tout avait convergé dans cet espace réduit, dans ce tout petit endroit, pas plus grand que la paume d'une main. Toute la vérité se trouvait dans ce fragile réceptacle.

Il prit la bouteille, la débouchonna, et but son contenu, composé de sable, de nuages, de viraux, de sang, et de morceaux d'église.

Une douleur saisit sa poitrine ; il n'arrive plus à respirer. Il a les mains serrées sur le cœur. Il souffre. Il pleure. Il a mal. Ce monde lui fait mal. Ce désert, ce sang, ces églises, tout lui apporte douleur et chagrin. Rien ne parvient à l'apaiser. Son cœur se remet à battre. Doucement, il palpite. Il éloigne ses mains de sa poitrine et les observe. Positionnées en coupe, elles tiennent son cœur, qui continue de battre fébrilement. Il ne sent rien dans cette poitrine. Toute la souffrance se trouve dans la chose dont son corps a réussi à se débarrasser.

« C'est bien, tu as réussi à évacuer toute impureté de ton être. Ce n'est pas chose aisée. Et si tu te demandes où est passée la petite voix qui t'accompagnait jusqu'à présent... Et bien, la bouteille l'a aspirée, en même temps que tout le reste. Tu es libéré de tout ce cher monde que tu as créé. Le train était une manifestation de ta volonté, qui cherchait à détruire ton univers intérieur pour lequel tu n'as plus aucune affection, qui ne t'apportait plus rien de bon. »

Tu es lavé de tout. Maintenant, tu éprouves une béatitude telle, que n'importe quelle douleur ne pourrait plus aucunement te troubler. Certes, ce n'est pas le bonheur. Tu es l'indifférence. Une indifférence assez puissante, même divine, qui te permet de ne jamais te soucier de quoi que ce soit. Tu es maintenant capable de tout. Tu peux conquérir la Terre, conquérir l'univers. Certes, tu n'es qu'un misérable petit ver, mais animé d'une force que personne ne possède, l'insensibilité, la démesure ; dans ce cher monde, tu vivras comme un dieu parmi les hommes.

ANARCHY IN THE PLATE

Peut-on couper ses spaghettis ?

A cette question je répondrai et je défendrai le OUI !

OUI, on peut ! On a le droit de couper ses spaghettis !

Car, comme le stipule la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme,

« Tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits »

Certes, mais libres de quoi ?

Et bien entre autre libres de couper ses spaghettis...

Effectivement de mon assiette je suis le seul maître

Et je ne vais point me soumettre !

Je m'opposerai toujours fermement à tout oppresseur

ou donneur de leçon voulant étendre

sa domination sur ma ration !

Alors qu'ils viennent les tyranniques !

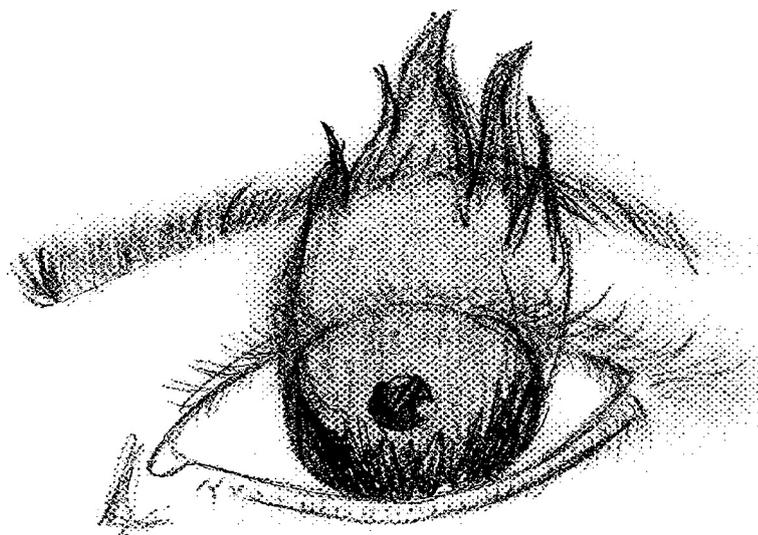
Me dire que mon acte est maléfique !

Ce ne sera point là les spaghettis que je couperai

Mais leurs têtes je vous le promets !

Vive la révolution !

Alex ■



MONSIEUR LE ROI DE FRANCE

Monsieur le Roi de France, excusez mon orgueil.

Je le sais, je ne suis qu'un Gaulois réfractaire,

Un cynique fainéant assis dans son fauteuil.

Oh non, je ne suis rien, rien qu'un peu de poussière.

Pourtant, Monsieur le Roi, je tiens à vous écrire,

Avec tout le respect que je vous dois, Messire.

J'ai suivi vos conseils et traversé des rues,

Mais voyez-vous, j'en ai toujours été déçu.

Alors je suis allé m'asseoir à un café,

Un bistrot sans moquette à trois-cents mille euros,

Sans verres de cristal et aux rideaux froissés,

Où des gens comme moi viennent parler tout haut.

Sachez, Monsieur le Roi, que dans ces endroits-là,

Bien peu de compliments sont faits à votre égard.

Et si j'ai vu bien des travailleurs ici-bas,

Je n'en ai jamais vu arborer un costard.

Votre Altesse, aujourd'hui, je prends de votre temps

Si précieux, mais veuillez ne pas m'en tenir gré

Car j'ai senti dans les rues souffler comme un vent

De révolte et je tenais à vous l'apporter.

Je sais bien que du haut de votre beau palais,

Vous ne parvenez pas à entendre ces voix

Qui hurlent leur misère à vos nombreux valets

Et face à vos silences s'écrient : Mort au Roi !

C'est pourquoi je vous livre ces alexandrins

Qui, j'espère, sauront vous atteindre, Messire,

Car si votre sommeil a des draps de satin,

Sur la paille, il est bien plus dur de s'endormir.

Pierlou Vérot ■

OTTO DIX À LA RUE

Sur les trottoirs de France, en ces temps révoltés,

Otto Dix a posé son chevalet bancal

Pour peindre la violence et l'inhumanité

De ces corps déchirés par leur sombre arsenal.

De leurs mains arrachées en orbites béantes,

Toujours les explosions résonnent dans leurs tempes.

Et la gorge embrumée de vapeurs asphyxiantes

Se vide à pleins poumons, pressée contre la rampe.

Sous les coups de matraque, les gueules cassées

Viennent remplir la table des Joueurs de Skat,

Viennent remplir la flaque de leur sang versé

Qui, sans cesse, accable le peintre d'automates.

Parmi ces amputés de s'être révolté,

Je remarque un gamin au milieu du tableau,

Que la curiosité a soudain éborgné,

A rendu orphelin son regard de marmot.

Lentement, la nuit tombe, venue effacer

Les traces du charnier de ses gouttes de pluie.

Mais restent sous les trombes ces gueules cassées

Qu'un artiste horrifié a peint contre l'oubli.

Pierlou Vérot ■

LE FEU DANS LE CIEL

Mon cerveau ne sait pas. Ma main ne sait pas. Mais

mon œil sait, par contre. Il sait car il voit. Boom, Pif,

Crac. Le feu dans le ciel est allumé, il se reflète dans

l'œil qui sait. L'œil qui sait est innocent et dange-

reux. Innocent car son copain cerveau ne sait pas.

Dangereux car il sait : il reflète le feu dans le ciel.

Boom, Pif, Crac. Le feu dans le ciel n'est plus dans

le ciel, il est dans l'œil qui sait. Le feu dans l'œil qui

sait, l'œil qui voit, l'œil innocent et dangereux. Et le

feu fait mal, il brûle, il pique, il tord, il crie, il pleure, il

saigne. Boom, Pif, Crac. L'œil ne doit pas savoir. Il ne

doit pas voir, il ne doit pas refléter le feu dans le ciel.

Si l'œil sait, le cerveau sait et alors la main agit et on

ne veut pas que la main agisse, on ne veut pas que

la main attrape le feu dans le ciel. Boom, Pif, Crac, Si

l'œil ne sait pas, il reste innocent, si l'œil ne voit pas

le cerveau ne sait pas et la main n'agit pas. Boom,

Pif, Crac, on supprime l'œil qui voit, le cerveau qui

sait et la main qui agit. Boom, Pif, Crac le feu dans le

ciel est à nous à nous à nous à nous seul.

Crépuscule ■

O h bah là de quoi faut pas se laisser aller se faire foutre en l'air de nerf bloqué d'un bien vêtu le mâle et d'être en avant et la marche vers rien dit il y a tout à faire avancer en rang et au pas ranger toutes les affaires des tas laisser de côté qu'on en a pas assez de côtes et déjà mille balles étirées mises en certain et sur six mois la ferme pour montrer le pouvoir à faire cacher la crasse d'une vitrine cassée de crache un peu vite dit simulé par les partis l'éparille au prix des parts d'un porc du marché est caché le masque sous l'évier pour pas se faire voir éviter la répression des jeux de prises et les gueules casquées d'un théâtre dramatique par la loi passée de l'intérieur du ministre à la défense ne comprend rien l'interprète et son point de vue d'offense pas des fendus remarqueront que les arcs triomphent en flèche sur des gars en nombre eux ont perdu l'œil a jeter un coup sur les pourris voir pour le pouvoir d'en renverser et apprendre des gâteaux le matin c'est lutte et t'es pris mon gars ça gaze de crime en or doré des bijoux gêne toi pas t'en as trop et prends pour un moment dégage pas il faudra analyser le cri minable des possibles selon les leçons de l'ordre et des forces ordonnées par la bas casse ta nervosité c'est ta mère à sauver l'enragé pas assez pour la retraite à l'âge de faire la guerre et hier du courage dedans sans bavoir et mal traitée bien t'as vu c'est ça là c'est sale ça c'est une bavure il faut y aller là bas là c'est des accès peut-être bien que ça finira mal pour la bonne émission diffusé le président des missionnaires voudrait parler c'est sa mission d'écouter le feuilleton on ne peuplier plus vrai qu'il ment l'élite qu'on ne peut plus de plaire peu le moins pleurer de pouvoir en petit taire assez faire de pleuvoir des forces de pouvoir en pourra plutôt le soir de sourire jaune c'est dans combien qu'il gît les gens à terre disent que de quoi tu fais rien non bien et toi ça va là l'attention ça suffit pas.

Q ■